_QLvol15no1.qxd 8/28/07 9:33 PM Page 1

Quartier Libre

LE JOURNAL DES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Grogne contre le dégel des frais de scolarité

BROUHAHA IMPRODUCTIF

Pages 4 et 5

CAMPUS

Recherche fédérale
Spécial sur les labos

Page 7

SOCIÉTÉ

Élections partielles dans Outremont
Gros plan sur les candidats

Pages 16 et 17

CULTURE

Osez !
La danse contemporaine accoste au Vieux Port

Page 17

QUARTIER LIBRE - Vol. 15 • numéro 1 • 29 août 2007

_QLvol15no1.qxd 8/28/07 9:33 PM Page 2

Rentrée 2007 - 2008

Julie Bouchard
Secrétaire générale
Fédération des associations étudiantes
du campus de l'Université de Montréal

Chères étudiantes,
Chers étudiants,

D'emblée, il me fait extrêmement plaisir de vous souhaiter la bienvenue sur le campus de l'Université de Montréal en ce début d'année. J'espère que les festivités de la rentrée vous auront permis d'apprendre à connaître votre nouveau milieu, ou de le retrouver, dans la bonne humeur. J'espère aussi que ces jours de fêtes auront servi à nouer ou renouer des liens d'amitié avec vos collègues.

L'implication au coeur de la vie étudiante

Il va sans dire que la vie d'universitaire est mouvementée: études, travail et activités sociales se partagent un agenda chargé. Cependant, le passage à l'Université ne serait pas complet sans un autre pan d'activités, souvent moins visible : l'implication étudiante. Partout autour de vous, dans vos cours, au sein de vos associations étudiantes, lors de vos activités sociales sur le campus, les représentants étudiants s'efforcent de répondre à vos attentes et de satisfaire vos besoins les plus fous.

Les représentants étudiants, ce sont les membres de l'exécutif de votre association étudiante départementale ou facultaire qui ont organisé vos initiations, ils y ont travaillé activement durant tout l'été. L'équipe du bureau exécutif de la FAÉCUM est composée des représentants élus. Ensemble, nous avons effectué une réflexion profonde et un travail d'envergure sur les deux grandes campagnes de l'année, soient l'exercice démocratique ultime de la Fédération, le Référendum FAÉCUM 2007, ainsi que la campagne qui portera sur le dégel des frais de scolarité appliqué par le gouvernement dès cette année. Le débat et l'ouverture se retrouvent sans conteste au coeur de ces deux campagnes qui sauront profiter de votre énergie et de vos opinions!

Référendum FAÉCUM 2007

D'abord, cet automne, la FAÉCUM organise sur le campus une vaste consultation. Des services offerts par la Fédération et dont vous bénéficiez par l'entremise de notre site Internet ou des comptoirs multiservices, aux impacts des politiques de l'Université dans votre cheminement académique, en passant par les enjeux de l'accessibilité et de la qualité des études universitaires, vous serez appelés à émettre votre opinion sur une variété de sujets.

Ces thèmes seront déclinés en questions précises auxquelles votre réponse sera essentielle. Dans les prochaines semaines, la FAÉCUM déploiera tous les efforts nécessaires et possibles pour vous informer des enjeux référendaires, des modalités pour exercer votre droit de vote ainsi que du grand rôle que vous pouvez jouer dans ce processus démocratique.

La campagne référendaire s'ouvrira le 29 octobre. Pour réussir à recueillir votre opinion sur ces enjeux d'envergure, la FAÉCUM et votre association locale auront besoin de votre aide. Pour participer au référendum, contactez-nous, et nous vous accueillerons dans notre équipe à bras ouverts!

L'avenir de l'Éducation postsecondaire au Québec

Ensuite, il va sans dire que la FAÉCUM mènera une campagne politique contre le dégel des frais de scolarité dont votre facture pour la session d'automne 2007 porte les tristes traces. Le dégel des frais de scolarité de Jean Charest et les mesures de bonification dérisoires consenties à l'aide financière sont le symptôme d'un gouvernement qui souffre d'un manque de vision et incapable de proposer un projet viable et constructif en éducation postsecondaire.

Je ne vous exposerai pas ici les détails techniques ni financiers de l'augmentation de 100 $ par année dont vous êtes victime. Dans les faits, c'est la classe moyenne qui assumera cette augmentation. Qui plus est, la majorité des étudiants issus de la classe moyenne ne reçoivent pas d'aide de leurs parents pour défrayer les coûts liés aux études supérieures. Près de 40 % des étudiants n'ont ni droit à l'aide financière, ni de contribution de leurs parents. Le choix du gouvernement Charest a été d'octroyer l'argent du déséquilibre fiscal aux baisses d'impôts plutôt qu'aux programmes sociaux, accroissant du coup le revenu des riches au détriment de la classe moyenne.

Réalité inquiétante s'il en est une, le dégel des frais de scolarité se révèle un problème immensément plus large et plus complexe que l'augmentation de votre facture. D'une main, le gouvernement se désengage des programmes sociaux et coupe dans les services aux citoyens. De l'autre, il augmente les tarifs d'hydroélectricité et de gaz. Cette manière de procéder touche l'ensemble de la société québécoise et fera porter notre réflexion collective sur le rôle que l'État doit jouer, l'importance stratégique que l'on doit accorder à l'Éducation et la place des jeunes comme génération montante.

En effet, comment pouvons-nous espérer contrer le choc démographique et demeurer compétitifs sans des jeunes instruits et spécialisés? Il est grand temps de replacer l'Éducation en haut de la liste des priorités. À la FAÉCUM, nous croyons derechef que les jeunes, les étudiants, doivent s'exprimer et faire valoir leurs opinions sur ce sujet d'actualité de manière organisée et constructive !

Par conséquent, le mouvement étudiant n'a pas l'intention de rester assis, les bras croisés. Le gouvernement a pris une décision unilatérale, et en plein été! De retour en classe, le temps est venu de nous faire entendre. Vos représentants étudiants seront à l'affût de l'actualité pour vous informer des rebondissements certains de cette campagne politique qui ne manquera pas de retenir l'attention cet automne. Cependant, le plus important demeure votre opinion et votre implication.

Visitez régulièrement le site Internet de la FAÉCUM, posez des questions à vos représentants étudiants, engagez des débats avec vos amis, brassez des idées. L'information est la clé de toute prise de décision, et donc le fondement de toute opinion. Participez à vos assemblées générales et partagez votre vision de l'éducation postsecondaire au Québec.

En nous unissant, nous pouvons améliorer notre condition et contrer les mauvaises décisions qui la minent. Les résultats de plusieurs campagnes menées dans le passé, notamment celle de l'an dernier sur les frais technologiques, démontrent qu'un mouvement organisé peut changer le cours des événements. Notre seule limite sera celle que l'on s'imposera par manque de volonté, mais ensemble, notre détermination rapportera toujours les résultats escomptés.

Tout au long de l'année, j'espère que vous profiterez de l'occasion d'émettre votre point de vue et de participer aux activités entourant les enjeux qui vous concernent au premier plan. En tant que secrétaire générale de la FAÉCUM, c'est mon souhait le plus cher pour 2007-2008.

En tant que citoyens, nous devons façonner la société à notre image. En tant qu'étudiants, nous devons nous rassembler pour défendre notre avenir!

Bonne année à toutes et à tous,
Au plaisir de vous rencontrer et de discuter avec vous,

FAÉCUM La Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal regroupe, par l'intermédiaire des associations départementales et facultaires, les étudiants de premier cycle et de cycles supérieurs de l'Université de Montréal. Plus de 30 000 membres sont aujourd'hui représentés par 79 associations étudiantes sur le campus. La mission de la FAÉCUM est de défendre et de promouvoir vos droits et intérêts au sein de l'Université et à l'extérieur de ses murs.

Votre Fédération a été fondée en 1976 par la volonté des étudiants de se doter d'une organisation efficace pour défendre et promouvoir leurs droits et leurs intérêts. Aujourd'hui, sa mission fondamentale s'est adaptée aux nouvelles réalités.

C'est à travers la FAÉCUM que vous pouvez faire valoir votre opinion à l'ensemble de la communauté universitaire et étudiante concernant votre formation ainsi que vos conditions de vie et d'études.

Grâce à une entente avec le Quartier libre, la FAÉCUM dispose de cette page à chaque édition pour vous informer de ses activités et des avancées sur les dossiers qui vous touchent. Vous retrouverez donc dans chaque édition du Quartier libre un ou plusieurs textes signés par les officiers de la Fédération, vos représentants élus.

Pour en savoir plus sur votre Fédération,
ses officiers et les mandats qui leur sont confiés,
visitez son tout nouveau site Web :
http://www.faecum.qc.ca.

Pour des idées d'articles ou des commentaires sur ce texte, écrivez à redaction@faecum.qc.ca.

_QLvol15no1.qxd 8/28/07 9:33 PM Page 3

À LA UNE

Pour son premier numéro de cette nouvelle année scolaire, *Quartier Libre* a inévitablement choisi de traiter de l'épineuse question des frais de scolarité. Non pas en réfléchissant si, oui ou non, le dégel annoncé par le gouvernement Charest était une bonne chose - nous l'avons suffisament fait lors de l'annonce de cette mesure-, mais en s'attardant sur les discussions qui ont actuellement lieu au sein du mouvement étudiant. Véritable cacophonie, ces discussions semblent stériles, tant les divergences de fond persistent: dire non au dégel, certes, mais pour proposer quoi ? Au terme de rencontres et de réunions qui se sont tenues à huis clos durant les trois mois d'été, nous en sommes toujours à ce stade. En attendant, les étudiants vont réintégrer leurs salles de cours, sans que leurs associations respectives n'aient pu se coordonner pour produire un discours audible et crédible face au gouvernement libéral. Que de temps perdu. Lire pages 4 et 5

ILLUSTRATION DE LA UNE : CLÉMENT DE GAULEJAC

SOMMAIRE

CAMPUS

Chronique sur la politique étudiante p.4
Dans la mêlée p.5
Flou numérique p.5
Nouveau syndicat p.6
Rentrée agitée à l'UQÀM p.7
Spécial sur la recherche p.7
Agenda campus p.9
Tête chercheuse : Jean Morval p.9
Sport universitaire p.11
Brèves campus p.11

MONDE

Guerre culinaire p.13
Le général Aoun p.14

L'INTERVIEWÉE : Louise Beaudouin p.15

SOCIÉTÉ

Candidats élections Outremont p.16-17
Fin des téléphones publics ? p.18

CULTURE

Femmes à coudre : du théâtre à l'usine ... p. 19

Les festivals Osheaga et MEG : couple infernal ..... p. 20
Osez ! 2007 : de la danse au port ..... p. 21

Lecture : *Dawson kid* ..... p. 21
Musique : Gogol Bordello, The Thrills, The Polyphonic Spree, Editors ..... p. 22
Bande dessinée : *Kiki de Montparnasse* ..... p. 22
La page BD du QL ..... p. 23

Quartier Libre

DIRECTRICE ET RÉDACTRICE EN CHEF
RACHELLE MC DUFF - INFO@QUARTIERLIBRE.CA

CHEFS DE PUPITRE
Campus : Clément Sabourin
campus@quartierlibre.ca
Société / Monde : Thomas Gerbet
societemonde@quartierlibre.ca
Culture : Julie Delporte
culture@quartierlibre.ca

DIRECTION ARTISTIQUE
Clément de Gaulejac - calculmental@vif.com

ILLUSTRATEUR
Clément de Gaulejac - calculmental.org

BÉDÉISTES
Marie Dauverné, Francis Desharnais, Pascal Girard, Coline Niess

JOURNALISTES
Pascal Emond, Normand Forgues-Roy, Alexandra Herpin, Charlotte Horny, Anh Khoi Do, Maude L'Archevêque, Nicholas Lavallée, Élizabeth Mercier, Églantine Pandelé, Jean-François Rioux, Patricia Roy, Philippine de Tinguy, Stéphane Waffo

CORRECTRICES
MÉLANIE CÔTÉ ET EMILIE DELAROSBIL

INFOGRAPHIE
Zirval Design • info@zirval.com

PUBLICITÉ
Accès-Média (524-1182)
www.accesmedia.com

IMPRESSION & DISTRIBUTION
Payette & Simms

POUR NOUS JOINDRE
Tél. : (514) 343-7630 • Téléc. : (514) 343-7744
Courriel : info@quartierlibre.ca
Site Web : www.quartierlibre.ca

Quartier Libre est le journal des étudiants de l'Université de Montréal publié par *Les Publications du Quartier Libre*, une corporation sans but lucratif créée par des étudiants en 1993. Bimensuel, *Quartier Libre* est distribué gratuitement sur tout le campus de l'Université de Montréal et dans ses environs. Son tirage est de 7 000 copies.

Nos bureaux sont situés au :
3200, rue Jean-Brillant (Local B-1274-6)
C.P. 6128, succ. Centre-Ville,
Montréal (Québec) H3T 1N8

Quartier Libre est membre du Carrefour international de la presse universitaire francophone (CIPUF - www.cipuf.org)

Dépôt légal :
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN 1198-9416
Tout texte publié dans *Quartier Libre* peut être reproduit avec mention obligatoire de la source.

PROCHAINE PARUTION
12 septembre 2007
PROCHAINE TOMBÉE
5 septembre 2007

ÉDITO

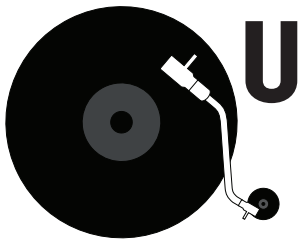
AUX URNES ÉTUDIANTS !

Rachelle Mc DUFF

Non, il ne s'agit pas d'une élection faécumienne ou d'une autre association étudiante ! Il est plutôt question de l'élection partielle du 17 septembre, non seulement dans les circonscriptions de Ste-Hyacinthe-Bagot et de Roberval-Lac-St-Jean, mais aussi dans celle à laquelle appartient l'Université de Montréal: cette chère circonscription d'Outremont, où les très nombreux nids de poule côtoient maintenant de « magnifiques » affiches électorales. Il est peut-être cliché de rappeler l'importance de voter, mais plusieurs d'entre vous habitent Outremont et ce, pour un an, deux ans, voire plus. Plusieurs enjeux majeurs vous touchent particulièrement, et pimentent déjà la campagne, dont la gare de triage (expansion de l'UdeM), le financement des institutions universitaires (bien que l'éducation soit une compétence provinciale, obtenir de l'argent du fédéral n'est PAS un luxe) ou la mission canadienne en Afghanistan.

Pour les différents partis fédéraux, ces trois élections complémentaires sont cruciales. Dans Outremont, la cote de popularité du candidat du Nouveau Parti démocratique (NPD), Thomas Mulcair, est en ascension. Pour le NPD, c'est peut-être la seule occasion de percer au Québec, car l'appui à ce parti de gauche s'étiole en région (le seul candidat du NPD à avoir été élu au Québec est Phil Edmonston en 1990 dans Chambly). Pour le Parti libéral du Canada, si le siège d'Outremont, libéral depuis des lustres, lui est ravi, le sort de son chef, Stéphane Dion, restera à déterminer avant le déclenchement d'élections générales qui pourrait être annoncé bientôt. Rappelons que cette circonscription est libérale depuis sa création en 1930 à l'exception d'un intermède conservateur entre 1988 et 1993. Dans les comtés de St-Hyacinthe et de Roberval-Lac-St-Jean, le Bloc québécois réussira-t-il à freiner la vague conservatrice lors des élections provinciales de mars 2007 ? Si le Bloc perd St-Hyacinthe et Roberval-Lac-St-Jean au profit du Parti conservateur (PC), la crédibilité du chef Gilles Duceppe pourrait être mise à mal, surtout dans la région de Québec, où le PC a ravi plusieurs circonscriptions détenues par le Bloc lors des dernières élections fédérales en 2006. Quant à Stephen Harper, les récents évènements affectant la mission canadienne en Afghanistan risquent de lui faire du tord. Que l'on s'oppose ou non à la présence des forces armées canadiennes dans ce pays lointain, on ne peut tolérer la façon dont le gouvernement Harper gère ce conflit avec le corps médiatique et la population. Le mutisme dans lequel le premier ministre se réfugie depuis la mort du caporal-chef Christian Duchesne et de l'adjudant-maître Mario Mercier, du Royal 22e Régiment, pourrait jouer contre lui le 17 septembre prochain.

Par ailleurs, *Quartier libre* s'est fait un devoir de vous présenter des entrevues avec les différents candidats aux élections partielles (voir article en pages 16-17) pour que vous puissiez juger lequel représente le mieux vos intérêts, votre vision de la société. Mais voilà que le candidat du Parti conservateur, Gilles Duguay, n'a pas daigné nous accorder une entrevue, car selon son attaché de presse, M. Duguay est « en campagne »! Mais bien évidemment ! Et les étudiants ? Ne font-ils pas partie de l'électorat ? On peut dire que cet ancien ambassadeur du Canada dans plusieurs pays, manque ici de…diplomatie.



QUI SE SOUVIENT ENCORE DU MEG ?

Julie DELPORTE

Le Montréal Electronic Groove. Mais si, faites un effort, cela vous dit quelque chose. En 2005, ce festival programmait déjà Justice, DJs parigos alors complètement inconnus, devenus cet été les coqueluches de tout club qui se respecte. (D.A.N.C.E !) Être « défricheurs de talents », ça s'appelle, qu'on aime ou pas Justice.

Le MEG existe encore, mais il a tendance à se faire oublier. Mon collègue Clément – le premier à me demander si on peut couvrir Osheaga – n'en n'avait jamais entendu parler, avant que je chiale corps et âme au milieu de la rédaction sur sa « quasi » disparition. À mes yeux, tout au moins.

Depuis septembre de l'année dernière, je me demande quelle mouche a piqué le MEG de s'associer au pachyderme Osheaga, (lire l'article de Philippine de Tinguy en page 20) dont la tête prend la forme cette édition d'une grosse citrouille, la bonne blague : les Smashing Pumpkins. (En passant, j'ai été chercher dans mes vieux albums *Mellon Collie And The Infinite Sadness*, que j'écoutais pas mal à l'époque. Et bien, je suis plutôt fière d'avoir changé de goût.) Pachyderme qu'à mon grand étonnement tout le monde plébiscite dans un hideux consensus. Hey, les gars, réveillez-vous ! Il faut payer 150 $ pour y entrer, c'est de la folie !

En fait, je crois comprendre quelque chose… Tous les journalistes veulent aller à Osheaga. Mais personne ne peut – ne veut – se payer le *pass* à 150 $. Donc, tout le monde caresse l'éléphant dans le sens du poil pour s'obtenir une accréditation gratuite. Aïe, pas sûre que j'ai la mienne après avoir écrit cela…

Bref, revenons au MEG. Cette année, parmi leurs 24 groupes programmés, j'aurais voulu voir Peter Von Poehl, j'aurais voulu voir M.I.A. et puis Aurevoir Simone. Et bien je n'irai pas. Tout simplement parce que je ne payerai pas 150 $ pour rentrer dans Osheaga et me taper en plus les Smashing Pumpkins.

À moins que bien sûr, Greenland et GEG (les producteurs du pachyderme dont on ne retrouve plus trace sur le site officiel du festival – voudraient-il nous faire croire que leur Osheaga est une jolie entreprise sans but lucratif ?) m'offrent gracieusement une accréditation presse.

Le MEG est mort, vive Osheaga !

_QLvol15no1.qxd 8/28/07 9:33 PM Page 4

FUTON D'OR
Futons fabriqués à la main au Québec depuis 1981
Rentrée universitaire
Base Budget
Futon Étoile 6
258$
Base Jane
Futon Cumulus 8
348$
Base George
Futon Premium 9
468$
Base Pasadena
Futon Premium 9
458$
Livraison gratuite sur l'Ile de Montréal
Autres rabais en magasin
www.futondor.com
3855, St-Denis 514 499-0438

Vie étudiante

Une foule de questions ?
Un carrefour d'information !

514 343-PLUS

Vous avez une question ? Le 343-PLUS vous répond !

Où puis-je m'adresser pour recevoir mon relevé de notes ?
Quand dois-je effectuer mon choix de cours ?
Quelle est la date limite pour payer mes frais de scolarité ?
Ai-je droit à une bourse d'études ?
Existe-t-il des troupes étudiantes sur le campus ?
Où se trouve le Centre de soutien aux études et de développement de carrière ?
Quelles sont les heures d'ouverture des bibliothèques ?
Existe-t-il une clinique médicale sur le campus ?

PLUS d'aide
PLUS de renseignements
PLUS d'indications
PLUS de ressources

Université de Montréal

OPINION : Du mouvement, étudiants!

LE MOUVEMENT ÉTUDIANT EXPLIQUÉ AUX ENFANTS

Maude L'ARCHEVÊQUE

Le 19 août, des associations étudiantes de tous les horizons se réunissaient autour d'un raisonnement assez simple : qu'on soit pour la gratuité scolaire – comme l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) –, pour le gel des frais de scolarité – comme la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) – ou pour l'indexation des frais de scolarité au coût de la vie – comme un certain nombre d'associations étudiantes reliées à des facultés d'administration –, on est farouchement opposé au dégel des frais de scolarité tel que décidé par le gouvernement libéral de Jean Charest.

Des représentants de quelques dizaines d'associations – de l'Association étudiante de l'École de gestion de l'UQÀM, à l'Association facultaire de sciences humaines de l'UQÀM (AFESH), en passant par notre chère FAÉCUM – boudaient le temps ensoleillé qui régnait à l'extérieur pour discuter dans un gymnase de l'UQÀM d'une éventuelle coalition. Cette coalition ne serait *pour* rien en particulier, mais certainement *contre* le dégel des frais de scolarité « tel que proposé ». Vous l'aurez noté, il n'est même pas question d'être absolument opposé à un dégel des frais de scolarité. Une coalition réunie autour d'une « position minimale », autour d'un rejet.

Réunir ainsi des associations pro-gel et pro-gratuité est voué d'avance à l'échec – on en saura davantage le 6 octobre, lors de l'assemblée constituante de la coalition.

L'une des plus grandes peurs de tout militant assis à la gauche de la FEUQ est de voir son mouvement (pur produit du syndicalisme de combat) récupéré par ladite FEUQ. Or, un mouvement qui n'est *pour* rien, mais seulement *contre* quelque chose, est le plus aisément « récupérable ».

Si un rapport de force est effectivement construit avec le gouvernement, il faudra bien éventuellement demander quelque chose. S'il est gentil, le gouvernement demandera : « Vous voulez quoi, alors ? » Alors... on se retrouvera avec le même problème, mais quelques mois plus tard. Alors il y aura effectivement récupération du mouvement : les étudiants n'auront pas d'autre choix que de choisir une des trois options citées plus haut comme revendication. Et le mouvement aura été récupéré par les tenants de cette revendication (nous devinons que les partisans du gel gagneront la partie au sein de la coalition du 19 août, puisque les associations présentes étaient en grande majorité membres de la FEUQ).

Au moins, peut-être, les étudiants réussiront-ils ainsi à obtenir un « gain ». Un gain, quel qu'il soit, serait, somme toute, mieux que rien, disent certains. (Il sera d'ailleurs intéressant de décider ce qu'est un « gain », puisqu'il n'y a rien de quantifiable dans une revendication comme « pas le dégel tel que proposé ». Le gouvernement n'aurait qu'à changer un peu sa proposition et il pourrait dire aux étudiants – et à la population – voilà, c'est fait !)

Le problème, c'est qu'en tentant d'inclure des associations pro-gratuité scolaire dans leur coalition, c'est comme si les associations pro-gel demandaient gentiment la permission de les récupérer.

En 2005, les grands fourrés – pardonnez-moi – furent les tenants de la gratuité scolaire : ils perdirent beaucoup (du temps en classe, notamment) et gagnèrent peu. Il serait étonnant qu'ils acquiescent avec enthousiasme à une coalition qui ferait d'eux les grands fourrés de 2007. C'est pourquoi, on l'imagine, ils étaient si peu nombreux le 19 août.

En bref, il y a la vertu des pro-gratuité et le pragmatisme des pro-gel. Les seconds ont tout à gagner à s'associer aux premiers, les premiers seront associés malgré eux aux seconds dans l'opinion publique. Encore faudrait-il, pour que cette longue discussion ait un sens, qu'un mouvement solide parvienne à se développer autour du dégel des frais de scolarité.

Ce qui est loin d'être acquis.

Réagissez à la chronique « Du mouvement, étudiants ! » en écrivant à dumouvement@gmail.com

École de conduite
TIZI
SPÉCIAL D'OUVERTURE
Cours complet + une heure d'évaluation gratuite
Offre d'une durée limitée
300$ Taxes incluses
6070B, rue Darlington
À 5 min. de HEC
514 510-3289
514 961-3068

BARMAN / MAID
SERVEUR / EUSE
Cours et emplois
(*1981)
rabais internet
www.ecoledesmaitres.com
(514) 849-2828
1-800-561-1781

_QLvol15no1.qxd 8/28/07 9:33 PM Page 5

Grève étudiante

COALITION À LA CARTE

Tout le mouvement étudiant s'entend sur une chose : il faut abolir le dégel des frais de scolarité tel que décrété par le gouvernement Charest. Impossible, pourtant, pour les différentes associations étudiantes de faire front commun autour de ce refus.

Normand FORGUES-ROY

« *Le gouvernement a vraiment fait une erreur importante. Il est extrêmement dogmatique et idéologique dans sa façon de voir l'accès à l'éducation* », soutient Jean-Patrick Brady, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). En congrès du 17 au 19 août dernier, l'organisation a adopté un plan pour coordonner les actions locales. Ce projet devrait être entériné par les différentes associations membres dès la rentrée. L'objectif : mettre en place des moyens de pression au niveau local et mener quelques actions symboliques à plus large échelle. Le tout, en vue de réclamer le retour à la situation précédente, entendez le gel des frais de scolarité. Un remboursement des premiers 50 $ versés par les étudiants cet automne fait également partie des revendications.

Du côté de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), « *on est parfaitement conscient que les 40 000 membres ne seront pas suffisants pour obtenir un rapport de force significatif contre le gouvernement quand viendra le temps de négocier* », indique Hubert Gendron-Blais, responsable des communications de l'association. Pour cette raison, des discussions sont en cours afin de former une coalition plus large, sur le modèle de la Coalition de l'ASSÉ élargie (CASSÉÉ), créée pour la grève de 2005. « *Nous, ce qu'on vise, c'est que des associations non-affiliées viennent joindre la structure de l'ASSÉ, et l'élargissent. Bien sûr il y aura des modifications à apporter.* » La position fondamentale de l'ASSÉ reste la gratuité scolaire, « *pour éviter les discussions comptables et pour essayer de tirer la couverte de notre bord* », explique M. Gendron-Blais.

Reste que l'ASSÉ n'a pas le monopole des initiatives du genre : le 19 août dernier, une rencontre a eu lieu à l'UQÀM, afin de former une coalition nationale exigeant le retour au gel des frais de scolarité. Cette démarche, qui s'est faite à l'invitation de l'association des étudiants et étudiantes du secteur de l'éducation de l'UQÀM (ADEESE), visait à dépasser les éternels clivages idéologiques. Ainsi, Marilyn Houle-Péloquin, présidente de l'ADEESE, raconte que la coalition à venir serait sans bannière, c'est-à-dire indépendante de la FEUQ – dont l'ADEESE fait partie. « *L'idée, c'est d'éviter la division au sein du mouvement étudiant, pour faire front commun face au dégel mis en place par le gouvernement* », explique-t-elle.

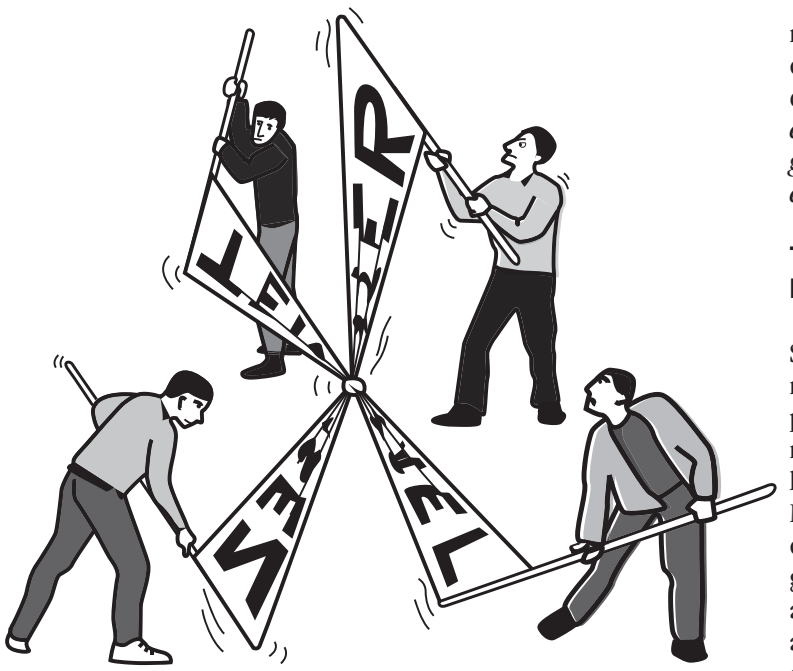


ILLUSTRATION : CLÉMENT DE GAULEJAC

Mais la rencontre n'a pas convaincu tout le monde: certaines associations étudiantes, dont la SSMU – association des étudiants de McGill, récemment désaffiliée de la FEUQ –, étaient absentes; tandis que d'autres, telle la confédération des associations étudiantes de l'Université Laval (CADEUL), quittaient les discussions au cours de la séance. Son président par intérim, Julien du Tremblay rapporte qu'à cette rencontre, « *il y avait le même manque d'écoute que ce qui nous a fait nous désaffilier* [de la FEUQ] ».

Le lendemain de la rencontre, Jean-Patrick Brady, président de la FEUQ et présent à titre d'observateur – les fédérations n'ayant pas de droit de vote afin d'éviter la double représentation – déclarait à *Quartier Libre* qu'il estimait qu'un mouvement consensuel d'appui à la grève était en train de se former.

Pourtant, les divergences de fond persistent et l'ASSÉ refuse de plier sur sa revendication première: la gratuité scolaire. « *Si une éventuelle grève étudiante réussissait à arracher le dégel au gouvernement Charest et à maintenir un pseudo-gel* [puisque les frais afférents ne cessent d'augmenter], *ça serait probablement vu comme un échec au sein des différentes associations* [qui composent l'ASSÉ], *parce que nous n'aurions pas réussi à amener quelque chose de nouveau* », soutient Hubert Gendron-Blais. Dans ces conditions, une alliance ASSÉ-FEUQ semble peu probable, d'autant que ces deux fédérations ont des méthodes antagonistes: la première prône un syndicalisme de combat, la seconde mise traditionnellement sur des moyens moins «radicaux» : grèves limitées, grandes manifestations, gestes symboliques.

LA TROISIÈME VOIE

Finalement, le seul point de convergence entre les différentes tendances qui composent le mouvement étudiant est résumé par Julien du Tremblay, de la CADEUL: « *La rentrée s'annonce difficile et on ne peut pas se permettre d'être divisés.* » Les négociations vont donc se poursuivre tout l'automne entre la FEUQ, l'ASSÉ et les différentes associations indépendantes pour trouver un consensus. Si les discussions vont toujours bon train, cette troisième voie, aux contours encore flous, pourrait inclure les associations étudiantes de McGill, la CADEUL ainsi que le bloc des associations étudiantes indépendantes de l'UQÀM. Il est toutefois trop tôt pour en savoir plus.

CHEZ LES ADMINISTRATEURS

Frédéric Tremblay, président de l'association des étudiants en sciences de la gestion de l'UQÀM (AESG, membre de la RÉFAEC – voir encadré), explique que si les étudiants qu'il représente se sont montrés favorables à une indexation des frais de scolarité par rapport au coût de la vie, le dégel mis de l'avant par le gouvernement n'est pas ce qui avait été envisagé par les étudiants. L'AESG prône une indexation parce que « *ce n'est pas aux étudiants à payer pour la mauvaise gestion des gouvernements passés* », estime-t-il, avant de noter que les gouvernements ont choisi de réinvestir massivement dans la santé. « *Une population éduquée est plus rentable pour le gouvernement qu'une population en santé, mais vieillissante.* »

TOUT VA BIEN MADAME LA MINISTRE

Si cette cacophonie persistait, la mobilisation tant annoncée avant l'été pourrait perdre de son caractère menaçant. Ainsi, la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Michelle Courchesne, a refusé de commenter la situation, qualifiant la grève « d'hypothétique ». En entrevue avec *Quartier Libre*, Mme Courchesne a tenu un discours fidèle à la ligne choisie par le gouvernement depuis les élections: « *Je ne souhaite pas qu'il y ait de grève. Je ne souhaite pas ça, parce que les premiers pénalisés sont les étudiants eux-mêmes, d'autant plus que cette augmentation-là demeure, somme toute, raisonnable dans les circonstances* ».

Les forces en présence

La FEUQ...

Membres : 175 000
Position : regel des frais de scolarité
Moyens de pression : laisser les organisations locales organiser les moyens de pression, en organisant quelques actions au niveau provincial.

L'ASSÉ

Membres : 40 000
Position : gratuité scolaire
Moyens de pression : une grève générale

Le RÉFAEC (Regroupement étudiant des facultés d'administration de l'est du Canada)

Membres : 33 000, dont plusieurs font aussi partie d'associations membres de la FEUQ ou de l'ASSÉ.
Position : indexation avec réinvestissement dans l'éducation, bonification de l'aide financière et encadrement des frais afférents
Moyens de pression : privilégier la concertation sur la confrontation, négociation avec le gouvernement.

Les chiffres du dégel des frais de scolarité

QUI DIT VRAI ?

Difficile de savoir à quoi s'attendre avec le dégel. Aux 50 $ d'augmentation par session inscrits dans le programme du Parti libéral lors de la dernière campagne, ont succédé 100 $ par année, divisés en deux sessions. À combien la facture totale dans cinq ans ? *Quartier Libre* a tenté d'y voir plus clair.

Normand FORGUES-ROY

Une augmentation de 50 $ par session aurait entraîné, à terme, une hausse de 60%, chaque augmentation s'ajoutant à la précédente. En 2012, une année en baccalauréat coûterait ainsi 2 618 $. Un chiffre que la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Michelle Courchesne, a admis en entrevue avec *Quartier Libre*. Vérification faite auprès de l'attaché de presse de la ministre: l'augmentation se fait annuellement, et non par session.

C'est donc une hausse de 100 $ par année, divisée entre les deux sessions, que les étudiants devront assumer. Évidemment, ce calcul n'est valide que si aucune modification n'est faite d'ici 2012, indique le cabinet de la ministre.

Les informations restent floues cependant, les universités n'ayant pas encore reçu la consigne d'augmenter les frais de scolarité. Selon Jocelyn Caron, coordonnateur aux affaires externes de la FAÉCUM, il serait impossible de trouver les chiffres en question sur le site Internet du Ministère. « *Ils ont changé les règles comptables, alors il n'y a pas eu de loi, ni de décret publié, ça démontre que c'est de l'improvisation complète.* » Face à cela, l'ASSÉ a même déposé une demande d'accès à l'information pour obtenir les véritables donnée.

En attendant, la ministre Courchesne estime que le dégel va permettre de réinjecter 15 millions de dollars par année dans le réseau universitaire… Un chiffre bien loin des 375 millions que la Conférence des recteurs et principaux d'universités du Québec (CRÉPUQ) estime nécessaire pour rattrapper la moyenne canadienne.

_QLvol15no1.qxd 8/28/07 9:33 PM Page 6

Syndicalisation des étudiants salariés

ENFIN

Après près de deux ans de tractations, les étudiants-salariés de l'UdeM, c'est-à-dire les auxiliaires de recherche et d'enseignement, ont accepté la création d'un syndicat les représentant. Rappel des faits et exposé des conséquences.

Stéphane WAFFO

C'est le 4 juillet dernier que la Commission des relations du travail (CRT) du Québec émettait les certificats d'accréditation officialisant la création du SÉSUM, syndicat des Étudiants et étudiantes salariés de l'Université de Montréal. À la suite d'un référendum postal tenu du 15 mai au 21 juin 2007, les 826 étudiants salariés de l'Université de Montréal ont opté à 86 % pour la création d'un syndicat. Le taux de participation était de 75 %.

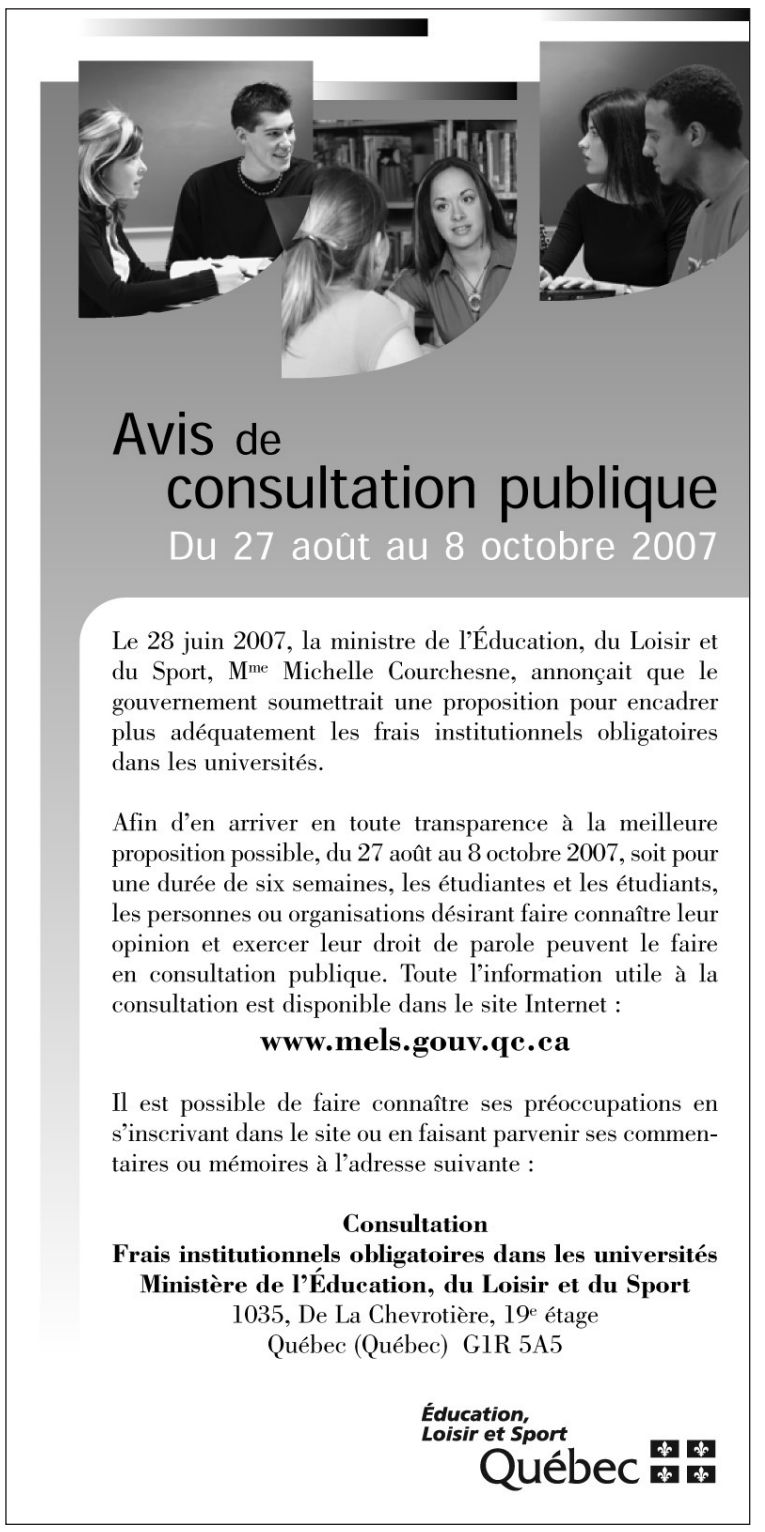
Marie-Hélène Arruda, Jonathan Harmon et Jean-Sébastien Schetagne ont tous les trois participé à la campagne de syndicalisation. M. Schetagne explique qu'au début, le processus n'avançait pas *« si rapidement que ça »* du côté de l'UdeM, mais que par la suite, plusieurs tractations ont permis d'aboutir à la tenue d'un référendum. *« Le vote s'est fait de façon séparée. L'Université de Montréal voulait deux unités d'accréditation : les auxiliaires de recherche et les auxiliaires d'enseignement »,* précise Marie-Hélène Arruda. Ce que confirme Jacques Frémont, vice-recteur aux affaires académiques et provost de l'Université de Montréal.

Partant du principe que *« les fonctions ne sont pas les mêmes* [puisque] *l'auxiliaire d'enseignement ne fait pas de recherche et l'auxiliaire de recherche ne fait pas d'enseignement »*, il tient à souligner que le seul point commun entre les deux emplois est le fait qu'il s'agisse d' *« étudiants de cycles supérieurs »*. Pour cette raison, l'Université a opté pour un référendum double afin qu'éventuellement, *« chaque convention collective respecte les logiques des fonctions qui sont occupées par les étudiants »*, ajoute M. Frémont.

Par le passé, les étudiants salariés étaient engagés selon une entente conclue entre la FAÉCUM et l'Université. *« Pour les auxiliaires d'enseignement, un protocole avait été adopté en collaboration avec la FAÉCUM . Ce protocole fixait les conditions de travail, la rémunération et aussi les conditions d'affichage »,* explique Jacques Frémont, précisant que dans le cas des auxiliaires de recherche, un barème similaire était utilisé.

Mais avant de partir en négociation, une première assemblée générale devrait avoir lieu cet automne. Avant tout, *« il va falloir adopter des statuts et règlements conformes à ceux de l'alliance de la fonction publique du Canada et du Code du travail »,* précise M. Schetagne. Une fois que les étudiants décideront en assemblée des statuts et de l'exécutif, la machine syndicale suivra, explique Jonathan Harmon. Ce dernier estime que, sans cela, *« le syndicat n'a pas vraiment de légitimité »*. Par la suite, la négociation avec l'employeur devra débuter le plus rapidement possible : *« On a fait une campagne parce qu'on avait des problèmes, notamment au niveau de nos heures de travail, en santé et en sécurité, pour l'obtention de congés et de vacances. On veut régler ça une fois pour toute »*, indique Jean Sébastien Schetagne.

M. Schetagne souligne qu'une prise de contact aurait déjà eu lieu entre le syndicat et l'UdeM. La liste des membres a été envoyée à la nouvelle organisation. Il s'agit essentiellement d'une première liste de tous les étudiants ayant *« eu un contrat depuis l'année passée »*. En parallèle, les services du rectorat rechercheraient un local pour abriter ce nouveau venu dans la communauté universitaire.



_QLvol15no1.qxd 8/28/07 9:33 PM Page 7

Financement fédéral de la recherche

LABOS À VENDRE

Le Gouvernement Harper réfléchit sur les options d'une privatisation partielle de ses laboratoires. En attendant les conclusions officielles, les scientifiques concernés se veulent prudents et vigilants.

Charlotte HORNY

Le 13 août dernier, le président du Conseil du Trésor, Vic Toews, a mandaté un groupe d'experts afin qu'il étudie un éventuel transfert de gestion des laboratoires fédéraux à vocation non réglementaire aux universités ou au secteur privé, et qu'il désigne les cinq premiers laboratoires à transférer.

À travers tout le Canada, le gouvernement fédéral possède 119 laboratoires **(voir encadré)** dépendant de différents ministères. Ces centres de recherche servent à l'établissement des politiques sociales, environnementales ou encore de santé publique du gouvernement.

Les laboratoires appartenant au fédéral peuvent se diviser selon leur type d'activité scientifique : les activités réglementaires, comme la vérification d'éventuelles contaminations des aliments, et les activités non réglementaires, axées uniquement sur la recherche et dont les objectifs socio-économiques sont plus globaux. Toutefois le groupe d'experts créé à la mi-août devra établir la définition précise de *« laboratoire fédéral à vocation non règlementaire »* et en dresser l'inventaire.

PHOTO : CLÉMENTS

Dans un communiqué, le Conseil du Trésor explique qu'Ottawa souhaite accroître le rendement de ses investissements en sciences et technologies. En effet, certains de ces laboratoires seraient désuets, auraient des besoins en espace physique et en financements. Le gouvernement prône également l'apport bénéfique d'un tel transfert pour les universités et le secteur privé, en termes d'excellence et de stimulation.

Géographie des 119 centres de recherche fédéraux

L'Ontario concentre la majorité des centres de recherche avec 51 laboratoires sur son territoire. Les 68 autres centres se répartissent dans le pays : on en compte 16 au Québec dont le Centre spatial John H. Chapman situé à Saint-Hubert ou encore le Centre de recherche et de développement sur le bovin laitier et le porc, basé à Lennoxville. Les autres provinces ne sont pas en reste puisque l'Ile-du-Prince-Édouard accueille le Centre de recherche sur les cultures et les bestiaux, son unique laboratoire fédéral, et le Nouveau-Brunswick hérite entre autres du Centre de recherche sur la pomme de terre.

PRUDENCE

Le transfert de gestion n'étant qu'à l'étape des études préliminaires, le personnel scientifique contacté par *Quartier Libre* déclare *« ne pas avoir de réponse arrêtée »*. Seule la Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université (FQPPU) a fait connaître ses inquiétudes au journal *Le Devoir* (édition du 16 août), déclarant qu'une logique commerciale, entraînée par une privatisation des laboratoires, irait à l'encontre des objectifs et des procédures de la recherche scientifique. Si les scientifiques font encore preuve de prudence, les syndicats, quant à eux, suivent l'affaire de près et accueillent la nouvelle de manière mitigée.

UNE CLARIFICATION DES MANDATS…

Pour une responsable juridique de l'Institut de recherche en biotechnologie, témoignant sous le couvert de l'anonymat, un transfert de gestion aurait l'avantage d'éclaircir le mandat des laboratoires de recherche. *« Aujourd'hui*, dit-elle, *un laboratoire fédéral doit non seulement être à la pointe de la recherche, mais aussi contribuer à l'établissement des politiques et, en plus, engendrer des recettes »*. Céder les instituts aux universités constituerait, selon elle, une amélioration pour les conditions et les objectifs de travail des scientifiques.

… OU UNE DÉRESPONSABILISATION DU GOUVERNEMENT?

« Le gouvernement fait un faux-pas » prévient Michèle Demers, présidente de l'Institut professionnel de la fonction publique du Canada (IPFPC). Pour la présidente du syndicat, qui représente plus de 50 000 employés du secteur scientifique, *« le gouvernement fédéral doit conserver la responsabilité des recherches qui ont un impact direct sur les politiques »*. Elle reconnaît qu'un transfert de gestion peut permettre des économies à court terme, mais se dit préoccupée par le statut de ces recherches à long terme. Madame Demers estime néanmoins qu'un partenariat entre les universités et le secteur privé pourrait être envisagé, à condition que le mandat spécifique de chaque entité soit respecté. La présidente de l'IPFPC prône ainsi un partage des coûts et des fonctions, sans transfert de responsabilités.

La question du statut des scientifiques concernés n'a pas encore été abordée. Transferts? Pertes d'emplois? L'IPFPC souhaite être *« impliqué »* dans le processus de réflexion.

Le groupe d'experts doit remettre ses conclusions au ministre Toews à l'automne 2007.

Crise financière à l'UQÀM

À LA DIÈTE !

Pour combler le trou financier de l'UQÀM, Québec a exigé de l'université un plan de redressement qui, en cinq ans, devrait permettre de réduire le déficit de moitié. La communauté universitaire craint un gel des embauches.

Normand FORGUES-ROY

Déposé à la mi-juin, le plan de redressement comprend deux volets : une augmentation des revenus et un réexamen des dépenses, afin de les réduire. Entre autres, pour augmenter ses rentrées d'argent, l'UQÀM augmentera le tarif des locaux qu'elle loue, en ajustement avec le marché immobilier du centre-ville. Côté dépenses, le plan, que le public peut consulter sur un site Internet créé spécialement pour l'occasion, prévoit la suspension des augmentations salariales, la vente d'actifs immobiliers ainsi que le report de toute dépense n'étant pas jugée «prioritaire » pour assurer le fonctionnement de l'institution.

Surtout, étudiants, chargés de cours et professeurs s'inquiètent d'un éventuel gel des embauches, même si la direction de l'université du centre-ville ne s'est pas encore prononcée sur ce sujet. Comme c'est le cas avec la responsable des communications de l'UQÀM, Francine Jacques, on soutient au rectorat que le plan de redressement *« est un travail de qualité, puisque la mission de l'UQÀM a été préservée »*.

Pourtant, cela ne calme aucunement les inquiétudes de la communauté universitaire. Pour Guy Dufresne, président du Syndicat des chargés de cours de l'UQÀM (SCCUQ), les étudiants seront affectés, d'une façon ou d'une autre : *« Dès lors qu'il s'agit de réductions, on va réduire en bout de ligne la façon dont les étudiants sont formés. C'est un effet de dominos. »* M. Dufresne explique qu'un gel des embauches pourrait entraîner la fin des groupes-cours à faibles effectifs : *« C'est une tradition à l'UQÀM, où, à l'exception des cours d'introduction, on ne voit pas de cours de 60 ou 80 étudiants. »* De plus grands groupes représenteraient, selon lui, une menace sur la qualité de l'enseignement.

Le représentant des chargés de cours trouve, en outre, d'autres effets négatifs au plan de redressement. *« C'est ici que le Forum social québécois a lieu »,* argue M. Dufresne, estimant que l'implication sociale et communautaire de l'université du centre-ville constitue *« une de ses caractéristiques fondamentales »*. Selon lui, cette spécificité pourrait, à terme, disparaître.

En entrevue avec *Quartier Libre*, Michelle Courchesne, la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, réplique pour sa part que *« la mission de l'Université du Québec à Montréal est une mission très importante, et pour Montréal et pour le Québec.* » Ainsi, la ministre, se voulant rassurante, indique que *« la qualité de l'enseignement et des services offerts demeure un critère de décision important* [pour le gouvernement] ».

Guy Dufresne estime que, pour comprendre ce plan, il faut chercher son concepteur: Québec. Selon lui, les subventions prévues pour les années 2006 et 2007 auraient été bloquées par le gouvernement, exigeant un plan de redressement. « C'est *une manière de dire, on pourrait vous aider si…* » Désormais, l'aide financière serait conditionnée par un budget équilibré. Frédéric Tremblay, président de l'Association des étudiants en sciences de la gestion de l'UQÀM (AÉSG), confirme les intuitions du président du SCCUQ: *« L'UQÀM a été mise au coin du mur par le ministère de l'Éducation et l'UQ* [Université du Québec, réseau institutionnel dont dépend l'université du centre-ville].

La ministre Courchesne pense que le plan de redressement constitue *« un pas dans la bonne direction »*, bien qu'il y ait *« encore beaucoup de travail à faire »*. Un travail qui commence par le règlement de la question de l'Îlot Voyageur. Cet ensemble immobilier, toujours en construction, devait initialement permettre à l'UQÀM d'accroître son patrimoine et ses revenus (avec la location d'une partie du nouveau bâtiment). Mais c'est désormais le *statu quo*. Le montage financier de l'Îlot Voyageur étant actuellement sous examen, le bâtiment ne fait pas partie du plan de redressement. Les dépassements de coûts annoncés laissent envisager un poids supplémentaire sur le budget de l'UQÀM… si toutefois le projet restait dans son giron.

_QLvol15no1.qxd 8/28/07 9:33 PM Page 8

_QLvol15no1.qxd 8/28/07 9:33 PM Page 9

AGENDA

• 31 AOÛT OPÉRA (PROJECTION DE FILM)
Projection de « SIMON BOCCANEGRA » de Verdi filmé à l'Opéra de Vienne en 2002. 19h30 Faculté de musique, salle Jean-Papineau-Couture. 8 $.

• 4 SEPTEMBRE « DÉJEUNER SUR L'HERBE »
Pour celle et ceux qui auraient envie de se lever tôt pour déjeuner gratuitement et entendre les bons vœux du recteur Vinet… Entre 7h30 et 8h30 sur le terrain de football du CEPSUM.

• 4 SEPTEMBRE 2007
Concert de musique classique gratuit
Soirée d'ouverture de l'Orchestre symphonique de Montréal avec la participation de l'Orchestre de l'Université de Montréal, sous la direction de Kent Nagano. Seront notamment interprêtés: George Gershwin et Richard Strauss. Sur la scène extérieure de la Place des Arts, dès 19h30.

• 5 SEPTEMBRE CINÉMA EXTÉRIEUR GRATUIT
« Cashback », de Sean Ellis, diffusé en VF à 20h30 sur la place Laurentienne. Le *Quartier Libre* tient à prévenir ses lecteurs : ce film a été « assez mal » reçu par la critique. Le magazine culturel *Les Inrockuptibles* l'a par exemple décrit comme *« inepte au possible, ce film sans aspérité glisse sur nous comme un pet sur une toile cirée. »*

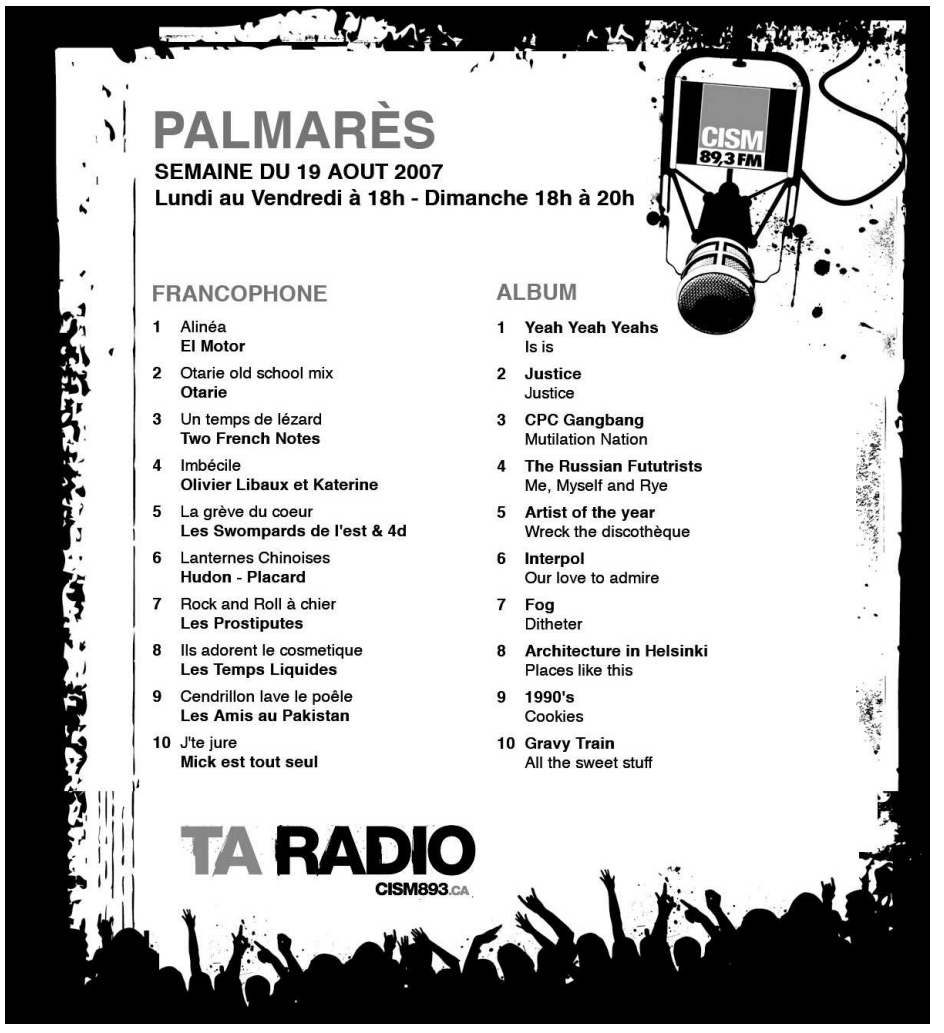
• 6 SEPTEMBRE FOOTBALL
Les Carabins se rendent sur le terrain des Redmens de McGill pour un premier match qui devrait être haut en intensité (lire l'article de Stéphane Waffo page 11). Coup d'envoi à 19h, stade Percival-Molson.

• 7 SEPTEMBRE SOCCER
Le onze bleu débute la saison régulière à domicile, en recevant ses voisins de McGill. Les féminines jouent à 18h30, l'équipe de Pat Raimondo jouant ensuite. CEPSUM.

• 8 ET 9 SEPTEMBRE THÉÂTRE
La Troupe de théâtre de l'UdeM recrute ses interprêtes pour la saison 2007-2008. L'audition se déroule sous la forme d'un diaolgue ou monologue de trois minutes. Contact: Gaétan Villandré, 514-343-6111, poste 4691.

• 10 SEPTEMBRE LIGUE D'IMPRO
Avis aux comédiens, la Ligue Universitaire d'Improvisation Créative organise son camp de recrutement. Se présenter à 7h30 au Pavillon Marie-Victorin.

• 11 SEPTEMBRE CONCERT GRATUIT
Damien Robitaille, Caïman Fu et Les Vulgaires Machins se partageront la scène à partir de 18h30. À écouter sur la place Laurentienne



Tête chercheuse :

Jean Morval

LA PSYCHOLOGIE ENVIRONNEMENTALE

Professeur au département de psychologie de l'UdeM, Jean Morval est l'un des rares spécialistes francophones de la psychologie environnementale. Initiée par des chercheurs américains dans les années 1960, cette discipline méconnue commence à se développer au Québec et en Europe. Elle s'intéresse aux rapports qu'entretiennent les individus avec leur cadre de vie, autrement dit à la relation environnement-comportement.

Propos recueillis par Alexandra HERPIN

Quartier Libre : Quel est le rôle de la psychologie environnementale dans nos sociétés ?

Jean Morval : De façon générale, les psychologues de l'environnement utilisent les ressources de la discipline pour aider la résolution de problèmes qui se posent dans un espace construit, dans un quartier ou dans une ville. On peut comparer leur rôle avec celui des psychologues industriels. Il y a 30 ou 40 ans, on se demandait ce qu'ils allaient faire dans l'industrie et, petit à petit, ils se sont introduits dans le milieu du travail. Depuis, leur rôle a connu une évolution importante : au début, ils s'occupaient de la sélection du personnel ou des problèmes liés à la formation; aujourd'hui, ils s'intéressent à la violence au travail, au harcèlement, etc. De la même façon, j'imagine que si des psychologues se spécialisaient dans une perspective environnementale, ils pourraient être des agents de changements. Ce sont des gens qui étudient rigoureusement l'impact de l'environnement sur les comportements humains. Ils peuvent aider les décideurs à préserver une meilleure qualité de vie. En créant un nouveau rôle, vous résolvez un certain nombre de problèmes et vous prouvez votre utilité.

PHOTO : ALEXANDRA HERPIN

Jean Morval

Q. L. : Dans votre dernier ouvrage[1] vous traitez du concept de « l'appropriation de l'espace », de quoi s'agit-il ?

J. M. : Pour M. Proshansky, psychologue et architecte, le concept d'« appropriation de l'espace » s'étend dans le temps, s'établit sur une base à long terme et a lieu dans des endroits singuliers. Il est le premier à avoir développé le concept d'« identité de soi » en le mettant en relation avec le lieu où l'on réside. Un autre pionnier, M. Altman a, quant à lui, parlé d'« attachement au lieu ».

Q. L. : Peut-on établir un lien entre l'« appropriation de l'espace » et l'identité ?

J. M. : Une partie de notre identité, l'identité urbaine par exemple, dépend beaucoup de notre lieu de résidence : quelqu'un qui habite la banlieue n'a pas la même identité que quelqu'un qui vit à Montréal même. Le niveau d'identité topologique a des implications sur la fierté d'habiter dans tel ou tel quartier, sur le prestige qui l'accompagne : les gens d'Outremont ou de Westmount vont surtout mettre de l'avant qu'ils habitent dans ces quartiers plus huppés. On observe que, plus l'identité topologique est forte, plus les individus développent des valeurs, mais aussi des comportements proécologiques. Au contraire, lorsque l'identité topologique est faible, les individus sont plus indifférents parce qu'ils sont moins impliqués. L'investissement affectif est moins fort.

Q. L. : Comment faire pour qu'un plus grand nombre d'individus prennent conscience des changements environnementaux ?

J. M. : Normalement, la mission première du psychologue est de modifier les comportements pour les rendre plus responsables, plus proenvironnementaux. On peut donc se demander comment organiser les choses pour qu'un plus grand nombre de gens s'implique dans le recyclage ou la sélection des déchets. Il faut convaincre. Il ne suffit pas de mettre en place des règlements, il faut davantage de mesures efficaces. Au Québec, il y a eu cette illusion : comme c'était une province qui avait tellement de lacs, de forêts, d'espace, tellement de ressources hydroélectriques, on a pensé qu'on pouvait gaspiller l'énergie sans que cela puisse avoir des conséquences néfastes. Aujourd'hui, les gens voyagent et prennent conscience des problèmes climatiques. Il reste toutefois un travail d'éducation environnemental à faire : il s'agit, en partie, de donner plus de visibilité à des porte-paroles crédibles et lutter contre les sources de désinformation. Il faut également résoudre le fameux dilemme économie / écologie dans les décisions politiques, et, d'un point de vue plus individuel, résoudre le problème de la responsabilité personnelle : comment rendre les gens plus écologiquement responsable ? Comment aider les décideurs dans leurs choix ?

Q. L. : Concernant le débat sur l'environnement, quel rôle peut jouer le psychologue environnementaliste ?

J.M. : Par la force des choses, étant donné qu'il y a un tel débat, le psychologue environnementaliste est un homme qui doit amener ses connaissances et son savoir-faire. Souvent les psychologues sont assez bien équipés en recherche. Ils sont capables de planifier une intervention, de l'évaluer, mais aussi de jouer un rôle de médiateur entre les différents groupes d'intérêts.

1. La psychologie environnementale, *Jean Morval, Les Presses de l'Université de Montréal*

_QLvol15no1.qxd 8/28/07 9:33 PM Page 10

Offert dans les magasins Bell suivants :

MONTRÉAL
892, rue Ste-Catherine Ouest
4399, rue St-Denis
5187, avenue Papineau (angle Laurier)
6855, rue St-Jacques Ouest
8900, rue Lajeunesse
9280, boul. de l'Acadie
Boul. Décarie (angle Jean-Talon)
Centre Rockland
Place Alexis-Nihon
Place Dupuis
Place Versailles
Plaza Côte-des-Neiges
Tour Jean-Talon (Rez-de-chaussée)

Aussi offert chez ces détaillants participants :

L'offre prend fin le 30 septembre 2007. Offert avec les appareils compatibles, dans les zones de couverture du réseau principal de Bell Mobilité, là où la technologie le permet. Des frais d'interurbain et d'itinérance (y compris impôts étrangers) peuvent s'appliquer à l'extérieur des zones de couverture Bell Mobilité. D'autres frais, tels que, sur une base mensuelle, e9-1-1 (75 ¢/mois), accès au réseau qui ne sont pas des frais du gouvernement (8,95 $/mois) et frais uniques d'activation d'appareil (35 $) s'appliquent. Avec toute utilisation de données, des frais d'utilisation d'Internet mobile de 5 ¢/Ko s'appliquent si vous n'êtes pas déjà abonné au service Internet mobile illimité et des frais peuvent s'appliquer pour le contenu et l'itinérance à l'extérieur de votre zone locale. Des frais de résiliation anticipée s'appliquent. Modifiable sans préavis et ne peut être combiné avec aucune autre offre. Taxes en sus. Jusqu'à épuisement des stocks. Photo à titre indicatif. Non offert dans tous les magasins. D'autres conditions s'appliquent. **(1)** À l'exclusion des alertes, messages texte internationaux et payants, et messages échangés avec la messagerie instantanée. **(2)** Réservé avec une nouvelle activation d'un nouvel appareil dans le cadre d'un contrat de 3 ans à un forfait mensuel voix. Le tarif alors courant (maintenant 5 $/mois, sujet à changement) s'applique par la suite. **(3)** Réservé avec une nouvelle activation d'un nouvel appareil dans le cadre d'un contrat de 3 ans à un forfait mensuel voix. Double-flip est une marque de commerce de Bell Canada. Windows Live est une marque de commerce de Microsoft aux États-Unis et dans d'autres pays.

_QLvol15no1.qxd 8/28/07 9:33 PM Page 11

Nouvelle saison de l'équipe de football des Carabins

DES BLEUETS BIENTÔT MÛRS

Depuis le 18 août, l'équipe de football de l'Université de Montréal s'est remise au travail au rythme de sept heures par semaine. Sur leur terrain du CEPSUM, joueurs et encadrement s'affairent en vue du premier match de la saison , le 6 septembre. Ils iront défier les Redmens de McGill. Visite au cœur du camp d'entraînement des Carabins.

Stéphane WAFFO

PHOTO : STÉPHANE WAFFO

« *Travailler !* », voilà un mot qui revient souvent pendant le camp. Arborant fièrement le numéro 51, le capitaine de l'équipe, Martin Gagné, explique : *« Peu importe l'adversaire, il faut se préparer fort »*.

La saison dernière, les Carabins ont fini troisième de la division Est, derrière les Stingers de Concordia, et les champions de toujours… le Rouge et Or de l'Université Laval. Ces derniers font encore figure de favoris – ils ont été quatre fois vainqueurs de la coupe Vanier, l'équivalent de la coupe Grey pour le championnat universitaire – et leur rencontre contre les joueurs de l'UdeM devrait constituer un temps fort du championnat, une sorte de « classico » de la division Est. À propos de ce futur affrontement – le 6 octobre –, l'entraîneur-chef des bleus, Marc Santerre, est confiant : *« Battre Laval c'est possible. On les a battus l'année dernière, donc c'est sûr que c'est possible, maintenant, il faut travailler »*.

BÂTIR UNE ÉQUIPE

Pour M. Santerre, qui entame sa deuxième année au sein des Carabins, pas question de brûler les étapes : il faut profiter au maximum de cette présaison pour faire les derniers réglages nécessaires. *« Niveau tactique et technique, ça va, je ne m'inquiète pas. Au niveau défensif, on a les mêmes joueurs et le même entraîneur, et à l'attaque, ça va quand même assez bien »,* insiste l'entraîneur-chef.

Selon lui, le camp d'entraînement permet de *« s'assurer que tout le monde travaille bien »*. Si M. Santerre pense que l'*« esprit d'équipe »* et l'*« intégration des recrues »* constituent les éléments clés de ce camp, il indique que l'idéal serait d'arriver à *« une équipe avec un vestiaire intéressant, dans lequel les interactions se feraient de façon agréable »*. Dominic Pinto, l'un des porteurs de l'équipe, estime que les entraineurs font un *« énorme travail »* afin d'avoir *« un groupe fort et uni »*.

D'ici la fin du camp, l'entraîneur et ses troupes devront avoir résolu deux problèmes. D'abord, combler le départ des joueurs qui quittent l'équipe pour de multiples raisons, tel qu'avoir atteint la limite fatidique des cinq années passée en ligue universitaire. Sur les 45 joueurs à avoir participé au dernier match de la saison passée, 19 ont quitté les bleus. Pour combler ce vide, 25 recrues ont intégré l'équipe au début du camp d'entraînement. Ce ne sera pas de trop, d'autant plus qu'un départ sera particulièrement dur à oublier : celui de Joseph Mroue, *« le meilleur joueur de l'histoire des Carabins »*, selon les dires de Marc Santerre. Mais, rassurant, l'entraîneur-chef pense avoir, avec Dominic Pinto ou Hantz Boursicot, de *« bons joueurs pour remplacer »* celui qui en quatre saisons aura complété 21 touchés et 571 portées de ballon.

RETROUVAILLES

Lors du premier match de la saison, les Carabins rendront visite à Sonny Wolfe, leur ancien entraîneur devenu cette année entraîneur-chef des Redmens de l'Université McGill. Pour l'avoir côtoyé pendant un an au sein de l'organisation, Marc Santerre reconnaît que son ancien collaborateur sera difficile à manoeuvrer : *« Sonny nous connaît, nous aussi on le connaît. Il n y'a pas de secret, il faudra jouer du bon football et je pense qu'on a une bonne équipe pour »*. Principe que partage Sonny Wolfe, également en plein camp d'entrainement avec ses troupes. S'il reconnaît volontiers que la rencontre aura une saveur particulière pour son premier match en tant qu'entraîneur-chef et du fait de retrouver son ancienne équipe, il précise que ce sera *« un gros défi de jouer contre l'une des meilleures équipes du Canada »*. Par ailleurs, prudent, il estime que son équipe devra davantage *« arrêter le jeu au sol des Carabins, courir mieux et compléter les passes »* pour faire un bon match.

ENGAGEMENT BÉNÉVOLE

D'ici là, les bleus s'entraîneront beaucoup. Interrogé sur l'horaire de travail typique de l'équipe, Benoit Mongeon, coordonnateur des communications des Carabins, rappelle qu'il s'agit d'un *« horaire d'entraînement car ce n'est pas un travail… »*. Se succéderont ainsi des réunions de stratégies, des entraînements, des séances d'analyse vidéo, soit un total de 25 heures minimum pour la semaine précédant la première rencontre. Rappelons que l'ensemble des joueurs de l'équipe, tout comme ceux des autres programmes d'excellence de l'Université de Montréal – et dans le sport universitaire canadien–, ne reçoivent aucune rémunération pour leurs prestations. Au mieux, certains obtiennent des bourses d'excellence sportive ou académique, mais jusqu'à concurrence d'une année de frais de scolarité seulement.

BRÈVES

CISM FAIT SA RENTRÉE

Pour la rentrée, la radio étudiante *CISM* a concocté une compilation annoncée comme inédite. Mais d'ici son lancement officiel, qui se fera le 5 septembre lors d'un concert privé au Verre-Bouteille, la direction de la station filtre les informations. Du bout des lèvres, le nouveau Directeur-général, Jules Hébert, laisse seulement savoir qu'une vingtaine de chansons se retrouveront sur l'album – certaines étant des exclusivités produites par des artistes découverts par *CISM* –, que le tirage du CD sera limité et qu'il sera distribué « avec parcimonie » par des concours (plus d'infos sur le site web de La Marge www.cism893.ca).

Par ailleurs, M. Hébert indique vouloir être davantage présent sur le campus. *La Marge* pourrait ainsi associée à diverses manifestations étudiantes. La visibilité externe de la station ne sera pas en reste: poursuite des affichages sauvages en ville – comme ce fut le cas cet été autour de la zone des Francofolies – et présence à *mult* festivales tels que le Festival des Musiques Émergentes de Rouyn-Noranda. **C.S.**

MOLSON MIS EN BIÈRE PAR BELLE-GUEULE

L'entente qui liait la FAÉCUM à la brasserie Molson a été révisée au début de l'été. Désormais, la bière servie lors des partys organisés par la Fédération ou par ses associations membres sera exclusivement de la Belle-Gueule. Pour l'instant les clauses liant les étudiants aux Brasseurs RJ (l'entreprise qui produit la-dite bière) sont gardées secrètes par le Bureau Exécutif de la FAÉCUM, mais, promis, d'ici peu *Quartier Libre* vous en dira plus. **C.S.**

L'AHC DÉMÉNAGE

L'Action humanitaire et communautaire (AHC) a déménagé son local d'accueil du B-2253 au B-2371, à la mezzanine du 3200 Jean Brillant (ancien local de la polycopie). Le local d'accueil ouvrira ses portes à partir du 29 août. Faisant parti des Services aux étudiants, l'AHC, qui fêtait ses 10 ans l'année dernière, regroupe plusieurs projets et activités d'entraide. Jumelage interlinguistique, table de prévention du suicide, atelier sud-nord, semaine de la solidarité et interculturelle et paniers de noël sont quelques un des projets au programme. **S.W.**

LE 1420 MONT-ROYAL CONFIÉ À CBRE

La vente de l'ancien couvent de la congrégation des soeurs des Saints Noms de Jésus et Marie a été confiée à l'entreprise multinationale CB Richard Ellis. Côtée à la bourse de New York, cette société, qui s'enorgueillit d'être « le numéro un mondial du conseil en immobilier », a affiché en 2006 un chiffre d'affaire de quatre milliards de dollars.

Le directeur des grands projets de la Direction des Immeubles de l'UdeM, Louis Mathieu, explique que CBRE a été choisi en raison de sa propension à toucher un bassin d'acheteurs internationaux. La vente du 1420 Mont-Royal, bâtiment acquis pour 15 millions de dollars en 2003, devrait permettre au rectorat de toucher une très importante plus-value. Mais le rôle de CBRE ne s'arrête pas à cette vente: selon nos informations, l'UdeM lui a confié la vente de deux autres bâtiments (2801 et 2815 Édouard Montpetit, qui, entre autres, abritaient la Direction des ressources humaines) de même que la gestion de l'ensemble de ses baux. Le montant et les conditions précises de l'entente restent secret… **C.S.**

LA FAÉCUM ET LE RECTORAT DÉPOSENT UN PLAN DE TRANSPORT

La ville de Montréal organisant des consultations publiques afin de repenser son plan de transport, la Fédération et les services du recteur Vinet ont conjointement déposé une liste de neuf recommandations (assez judicieuses, il faut le dire). *Le plan de transport 2007 vu de l'autre côté de la montagne* propose notamment de développer tout un réseau de pistes cyclables entre le campus, le centre-ville et l'ouest de la ville, d'ajuster les horaires de la ligne bleue de métro avec ceux de la ligne orange (un rêve pour beaucoup), d'instaurer une ligne de tramway sur le chemin de la Côte-des-Neiges ou encore de mettre en place un projet pilote de carte d'accès universel au transport en commun qui, comme c'est déjà le cas à Sherbrooke, serait proposée à tous les étudiants inscrits à temps plein. Après avoir entendu toutes les propositions, la Comité exécutif de la ville centre devrait présenter son projet final d'ici quelques semaines. **C.S.**

_QLvol15no1.qxd 8/28/07 9:33 PM Page 12

Étudier avec Solution **Puissance D**

LA SOLUTION POUR LES PROFESSIONNELS EN PUISSANCE

Vous travaillez fort pour réussir vos études. Et, à travers tout ça, ce qui n'est pas une mince affaire, il vous faut bien gérer vos finances. Desjardins vous offre LA solution qui répondra à vos besoins : **Solution Puissance D**.

Solution Puissance D. C'est un exemple de produits et de services financiers conçus sur mesure pour les étudiants. Une solution qui vous fera profiter d'avantages exclusifs. Donnez-vous les moyens. Adhérez à **Solution Puissance D** en communiquant avec l'un de nos conseillers.

5480, Côte-des-Neiges
Montréal (Québec) H3T 1Y5
514 735-1574

desjardins.com/generation18-24

Conjuguer avoirs et êtres

_QLvol15no1.qxd 8/28/07 9:33 PM Page 13

Les relations commerciales franco-américaines

GUERRE FROIDE GASTRONOMIQUE

On connaît les batailles de nourriture à la cafétéria. En voici une à plus grande échelle. D'un côté, il y a les fromages forts, le foie gras et les grands vins de Bordeaux. De l'autre, Hollywood, Napa Valley et Mc Do. Le conflit que se livrent les marchés américains et français ne fait pas de taches sur les vêtements, mais a d'énormes répercussions économiques. Les dégâts semblent particulièrement importants en ce qui concerne la gastronomie française.

Thomas GERBET

Hollywood met du vin sur le feu. En 2008, le film *Bottle Shock* sortira dans les salles. Il vante les mérites des crus californiens, avec pour toile de fond « le Jugement de Paris », un test de vin organisé en 1976 autour des plus grands œnologues mondiaux qui, les yeux bandés, avaient élus les vins américains au dépend des français. *« Cet évènement avait ébranlé la stabilité du marché des vins haut de gamme »*, raconte Mathieu Turbide, auteur du blogue *Méchant raisin* sur le réseau d'informations Canoë. Malgré le fait que de nouveaux tests, aux résultats différents, ont été fais, ce film va offrir une publicité non négligeable aux vins californiens.

Hervé Henrotte, responsable du secteur vin chez Ubifrance, une agence pour le développement international des entreprises, *« espère que ce film n'aura pas trop d'impact. »* Il faut dire que le marché mondial du vin est très compétitif. Une *« concurrence féroce »* selon M. Turbide qui fait remarquer qu' *« aujourd'hui, les vins français vivent une crise et les californiens font tout pour en profiter. »* Faut-il y voir une quelconque animosité entre les deux États ? Pour Dan Clarke, éditeur du California Wine and Food Magazine, *« ce n'est qu'un peu de compétition économique, au pire du chauvinisme. »*

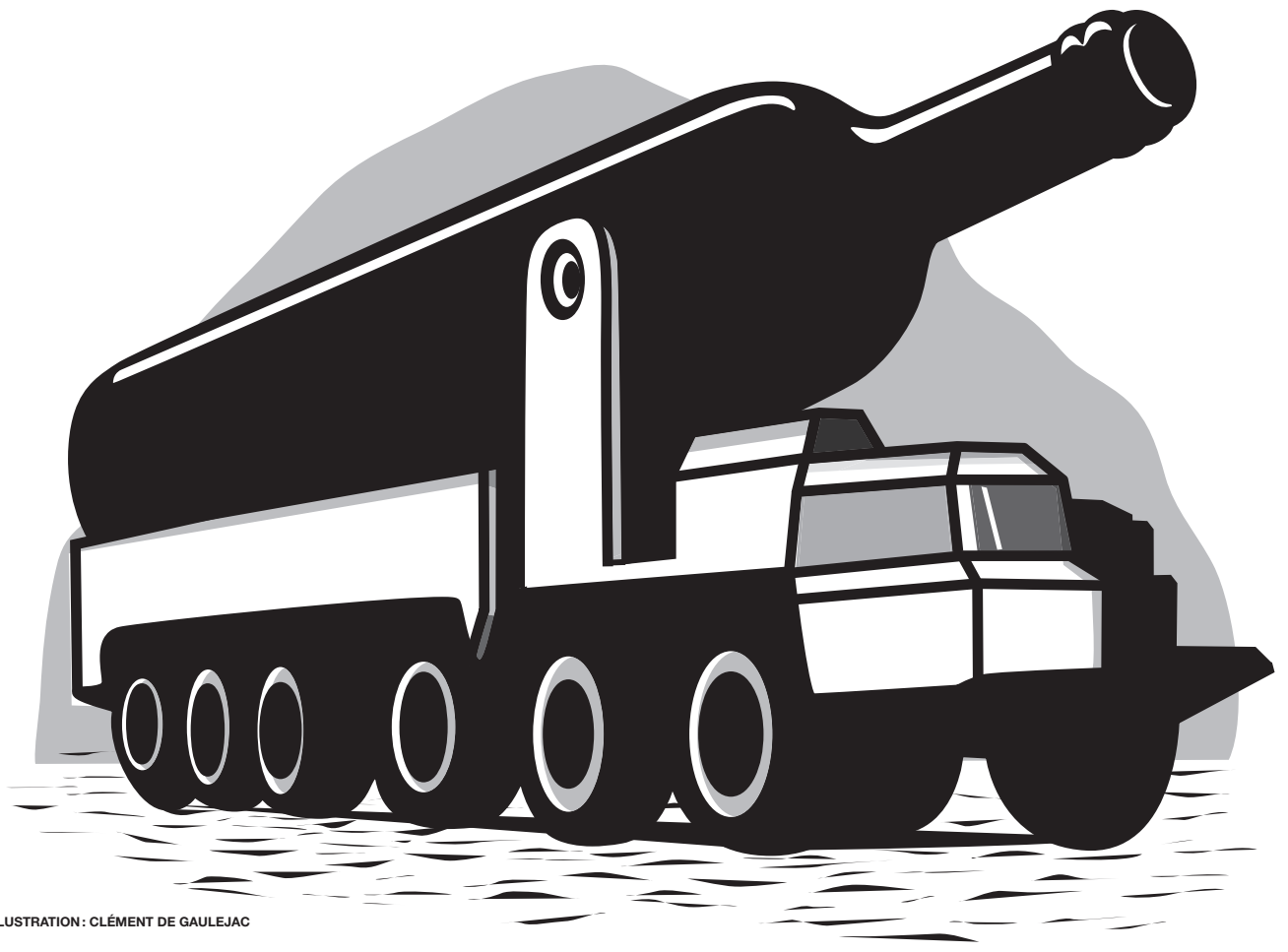


ILLUSTRATION : CLÉMENT DE GAULEJAC

ATTAQUES ET CONTRE-ATTAQUES

M. Henrotte note tout de même qu' *« il y a eu pire que le conflit sur le vin entre les deux pays. »* Il cite notamment le cas des French fries, rebaptisées « Freedom fries » lors de l'opposition de Paris à l'intervention américaine en Irak en 2003. Cette affaire avait, il faut le dire, eu bien plus de retentissement dans les médias que dans les restaurants. Pour autant, elle n'en reste pas moins un des nombreux exemples de cette querelle alimentaire transatlantique qui n'en était pas à son premier rebondissement.

C'est une sanction de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à l'Union européenne, en 1997 qui met le feu aux poudres. Les États-Unis trouvent un moyen de faire payer aux Européens leur refus d'importer de la viande américaine contenant des hormones. L'OMC les autorise à surtaxer à hauteur de 100% plusieurs produits alimentaires comme le roquefort, le foie gras, la moutarde ou encore le chocolat. La France subit à elle seule 24 % des sanctions américaines.

Syndicats, agriculteurs et citoyens s'insurgent et lancent l'offensive à l'été 1999, *« pour défendre le droit à la souveraineté alimentaire »*, comme l'explique André Bouchut, secrétaire général de la Confédération paysanne, le 2e syndicat agricole français. Les actions vont alors de la taxation du Coca-Cola à 500% par un restaurant de Dijon (pour défendre la moutarde) jusqu'au démontage complet d'un Mc Donald en construction à Millau, dans le sud de la France. José Bové, militant fortement médiatisé par cette opération sera aussi l'un des meneurs des violentes manifestations de décembre 1999 lors du sommet de l'OMC à Seattle… aux États-Unis.

Malgré leurs efforts, les mesures de rétorsion américaines sur ces produits perdurent encore aujourd'hui. Philippe Folliot, député français qui avait traversé l'Atlantique en 2005 pour plaider la cause du roquefort, annonce qu'il ne laissera pas tomber : *« je m'apprête à saisir le gouvernement à ce sujet. Il est injuste que nous nous fassions sanctionner. La viande génétiquement modifiée pose un réel problème de santé publique. Pas le roquefort. »*

VERS UN DÉGEL DE LA CRISE ?

La crise a pris de l'ampleur ces derniers mois avec la volonté de plus en plus exprimée aux États-Unis de bannir totalement le foie gras. L'État de Californie (d'ici 2012) et la ville de Chicago ont déjà pris de telles mesures. Pour Dan Clarke, l'éditeur du magazine culinaire californien, tout cela n'est pas bien important : *« la plupart des gens ici trouvent que la manière dont on fait le foie gras est cruelle, donc ils n'en mangent pas. »* Il pense même qu'il n'existe pas de conflit culinaire entre les deux pays. *« Le problème, ce n'est pas la France, c'est notre rapport avec la gastronomie »*, avoue-t-il.

Hollywood, en même temps qu'elle l'encourage, pourrait bien contribuer à régler la crise. Le film *Ratatouille*, dernier Disney sorti sur les écrans, connait un grand succès ces dernières semaines. Il met en scène un rat américain qui devient chef cuisinier dans un grand restaurant parisien. La maison de production a même prévu le lancement d'un Chardonnay de Bourgogne (donc français) à l'effigie du célèbre rat, qui sera distribué dans les Costco américains. Début du dégel ? Pas sûr, selon M. Turbide. Il nous apprend que le lancement du vin a entrainé une levée de boucliers de l'association des producteurs de vins californiens qui a empêché le projet.

Participez à la production de *Quartier Libre* !

AUCUNE EXPÉRIENCE REQUISE !

Prochaines réunions de production :
29 août, 12 et 26 septembre à 17h00 au local B-1274-6

_QLvol15no1.qxd 8/28/07 9:33 PM Page 14

Infographie • Mise en pages • Livres • Revues • Journaux
ZIRVAL DESIGN
info@zirval.com 1.450.292.0637

double pizza®
5002 QUEEN MARY
TOUJOURS 2 POUR 1
514•343•0•343
10% SUR $ 50 ET PLUS
SPÉCIAUX POUR ÉTUDIANTS
LIVRAISON GRATUITE

VUE PANORAMIQUE
Metro Guy-Concordia (sortie St-Mathieu)
1160, rue St-Mathieu, #100
APPARTEMENTS RÉNOVÉS
- Studio 699 $+, 2 1/2 719 $+, 3 1/2 899 $+, 4 1/2 1150 $+
- Chauffés, climatisés, électros inclus
- Piscine intérieure, stationnements disponibles
MetCap LIVING
514 933-6771
www.metcap.com

Services aux étudiants
Activités culturelles
Rien ne se perd, tout se crée
Cet automne, choisissez parmi l'un des 145 ateliers de formation offerts aux Activités culturelles.
Arts visuels
Cinéma
Communication
Danse
Langues
Multimédia
Musique
Photographie
Projets d'artisanat
Théâtre
Radio
TARIF RÉDUIT POUR LES ÉTUDIANTS, DIPLÔMÉS ET EMPLOYÉS DE L'U de M
Inscriptions aux ateliers
Étudiants de l'U de M (en priorité)
Du 27 août au 7 septembre de 8 h 30 à 16 h 30
Tous
Du 10 au 14 septembre de 9 h à 20 h
3 façons de s'inscrire
Par Internet
www.sac.umontreal.ca
Par téléphone
514 343-6524
En personne
Activités culturelles
Secrétariat / Pavillon J.-A.-DeSève
2332, boul. Édouard-Montpetit
2e étage, bureau C-2524, Montréal
Métro Édouard-Montpetit ou autobus 51
Pour connaître la nouvelle programmation 2007-2008, visitez le : www.sac.umontreal.ca
Université de Montréal

Élections présidentielles au Liban

MICHEL AOUN : AVEC ET CONTRE TOUS

Le Liban se cherche un nouveau président. Déchiré entre de multiples factions, le pays du Cèdre nage dans le marasme politique. Michel Aoun se veut le candidat du rassemblement, mais peine à convaincre une partie de l'électorat qui ne croit pas à sa neutralité affichée et s'inquiète des conséquences de son élection.

Stéphane WAFFO

C'est le 25 septembre prochain que les 128 députés de l'Assemblée nationale libanaise se réuniront pour élire le successeur d'Émile Lahoud, président de la République depuis 1998. La majorité gouvernementale antisyrienne, espère bien placer un des siens à ce poste. Quant à l'opposition, c'est en Michel Aoun qu'elle place ses espoirs.

C'est que le camp Aoun a remporté une petite victoire le 5 août dernier, lors d'un scrutin législatif partiel organisé dans la région de Metn (Nord de Beyrouth). S'opposaient le camp antisyrien représenté par Amine Gemayel, ancien président et candidat de la future élection et le représentant du camp de Michel Aoun, Camille Khouri. Selon Marie-Joelle Zahar, professeur au département de sciences politiques de l'UdeM, *« on ne saurait parler de victoire éclatante »*. Elle croit que l'élection présidentielle sera *« probablement ardue parce que les partielles du 5 août ont montré que la bataille était très serrée»*.

ANTI ET PRO-SYRIEN

Á la fin des années 1980, Michel Aoun occupait le poste de Commandant en chef des forces armées libanaises. C'est à cette époque que les libanais découvrirent son opposition farouche au régime de Damas. Le Général Aoun alla même jusqu'à déclencher une guerre pour se débarrasser de l'emprise syrienne au Liban en mars 1989. Défait, il fut forcé, à la suite de ses évènements, de s'exiler en France.

C'est un homme différent que les libanais découvrent 14 ans plus tard, en 2005, lorsqu'il repose le pied au Liban. Celui qu'ils appellent encore « Général Aoun » apparaît beaucoup plus proche du régime syrien. L'ambiguïté est d'autant plus forte que son mouvement politique a signé en 2006 un accord avec le Hezbollah sur l'avenir politique du Liban. Le Hezbollah est un parti politique prosyrien possédant une branche armée qui a fait parler d'elle à l'été 2006 lors d'affrontement avec Israël.

PHOTO: FREE PATRIOTIC MOVEMENT
Michel Aoun

Joseph Maila, Directeur du Centre de recherche sur la paix à l'Institut Catholique de Paris et ancien professeur invité à L'UdeM est un spécialiste de la région. Selon lui, puisque le Hezbollah est soutenu par Damas, *« le général Aoun se trouve aujourd'hui allié de l'allié de la Syrie »*. Michel Aoun se défend de ces accusations, rappelant qu'il a combattu les Syriens et qu'il souhaite seulement entretenir avec ce voisin *« les meilleures relations possible tant que ce pays s'occupe de ses affaires chez lui»*, comme l'explique M. Maila. Ce dernier ajoute qu'au fond, *« c'est à la fois vrai et injuste »* que l'opinion internationale laisse croire qu'il est du côté des syriens.

CONSÉQUENCES EN CAS DE VICTOIRE

S'il est élu, Michel Aoun *« amènerait probablement à son gouvernement des membres du Hezbollah »*, pense Mme Zahar. Comme ce groupuscule est considéré comme une organisation terroriste par la France, les États-Unis et l'ONU, la spécialiste redoute l'idée d'un Liban condamné à des sanctions. Cela aurait des conséquences extrêmement néfastes pour le pays, à l'image de ce qui se passe en Palestine avec le Hamas. En janvier 2006, la victoire aux élections législatives de ce parti, considéré comme terroriste par les pays occidentaux, avait entrainé l'arrêt de l'aide financière de ces derniers.

Composition ethnique du Liban :

Chrétiens (53%)
Musulmans chiites (32%)
Musulmans sunnites (21%)

Les accords de TAEF (1989) obligent l'Assemblée nationale a compter 50% de musulmans et 50% de chrétiens.

Composition de l'Assemblée nationale :

- Bloc antisyrien ou Bloc du 14 mars : 72 députés

(Principaux membres : Courant du futur [du défunt Rafic Hariri], Parti socialiste progressiste)

- L'Alliance Aoun ou Bloc du changement ou de la réforme : 21 députés

- Bloc prosyrien ou Bloc de la résistance et du développement : 35 députés

(Principaux membres : Bloc de la libération et du développement, Bloc de la fidélité à la résistance [Hezbollah])

Pour assurer un équilibre géopolitique, la constitution libanaise prévoit que le président de la république et chef des corps armés soit d'obédience chrétienne maronite, le premier ministre issu de la communauté sunnite et enfin le président de l'assemblée nationale chiite.

EMILE LAHOUD :
Président de la République, (prosyrien)

FOUAD SINIORA :
Premier ministre, (antisyrien)

NABIH BERRI :
Président de l'Assemblée nationale, (prosyrien)

_QLvol15no1.qxd 8/28/07 9:33 PM Page 15

Louise Beaudoin

PROFESSEURE FRANCOPHILE

L'ancienne ministre péquiste des relations internationales pose ses valises à l'Université de Montréal. Celle qui fut l'envoyée spéciale du secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Abdou Diouf, pour le dossier de la diversité cultutelle à l'UNESCO se joint au CÉRIUM (Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal). À compter du mois de septembre, elle y donnera un cours de maîtrise portant sur la francophonie internationale. Rencontre.

Propos reccueillis par
Clément SABOURIN

Quartier Libre: Pourquoi avoir quitté l'UQÀM pour l'UdeM ? Est-ce en raison des problèmes financiers que connaît l'université du centre-ville ?

Louise Beaudoin: Oh, non ! La première raison c'est que le CÉRIUM, qui rayonnne sur les plans québécois et internationaux, et l' Université de Montréal ont décidé de traiter davantage de questions de francophonie internationale. Ça devenait une thématique sur laquelle le CÉRIUM voulait travailler et l'UdeM, dans le cadre de son internationalisation, pensait aussi que cette thématique devait être enseignée. Or, j'ai justement donné, en janvier dernier, un cours portant spécifiquement sur la francophonie internationale. Connaissant bien Jean-François Lisée et Jacques Frémont (respectivements Directeur exécutif du Centre et vice-recteur aux affaires académiques) d'une chose à l'autre, ils m'ont dit qu'ils étaient intéressés à développer la recherche et les études sur cette question qui constitue mon domaine de prédilection… J'ai donc déménagé mes pénates de l'UQAM vers l'UdeM.

Q.L.: Vous n'êtes pas sans savoir que des menaces de grève, ou du moins de mouvements sociaux, planent autour des universités, une partie des associations étudiantes dénonçant le dégel des frais de scolarité. Où vous situez-vous dans ce débat ?

L. B.: C'est une question que je connais assez mal. Pour moi, il est évident que le, ou les, gouvernements – parce que le gouvernement canadien n'a vraiment pas fait sa part en éducation postsecondaire – doivent fournir l'essentiel des nouveaux investissements. On dit que les universités sont sous-financées… ça n'est plus à prouver ! Alors, est-ce qu'il doit y avoir un effort des étudiants qui s'inscrirait dans un effort plus global de l'ensemble de la société via les taxes des citoyens ? Peut-être. Mais, ça ne peut pas être uniquement fait par les étudiants. Il faut que, en même temps et du même mouvement, il y ait de la part du gouvernement des actes et non pas des promesses en ce qui concerne les budgets des universités ! On a vu le dernier budget à Québec, on a vu le dernier budget à Ottawa. Il y avait des promesses pour 2008, mais on ne sait même pas si les gouvernements qui sont actuellement en place seront encore là! Il y a vraiment un effort qui n'est pas consenti par les gouvernements, alors que, dans un premier temps, c'est ce qui doit être concrétisé…

PHOTO : COURTOISIE LOUISE BEAUDOIN

Louise Beaudoin

Q.L.: Il y a presque un an jour pour jour, vous déclariez que Peter MacKay, alors ministre des Affaires étrangères, menait une politique internationale qui n'était pas autonome des États-Unis. Avez-vous le sentiment que Maxime Bernier, qui vient de le remplacer à ce poste, pourrait mieux relever ce défi ?

L. B.: Ça m'étonnerait. J'ai l'impression, comme la plupart des commentateurs, que tout cela est fait dans la perspective des élections générales que Stephen Harper voudrait déclencher si les sondages lui sont plus favorables. Les nominations de Josée Verner au Patrimoine et de Maxime Bernier aux Affaires étrangères sont dans cette perspective là… Et non pas dans la perspective de relancer une politique étrangère vraiment autonome ! Je pense que depuis Lloyd Axworthy, on n'a pas eu de véritable diplomatie indépendante.

Q.L.: À propos de politique étrangère, vous avez déclaré, par le passé, souhaiter que le Québec soit plus offensif au sein de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF ou Francophonie). Concrètement, qu'est-ce que cela signifie ?

L. B.: Par exemple, sur le dossier de la diversité culturelle. Ce dossier a mené à l'adoption d'une convention internationale à l'UNESCO en 2005. Le Québec a été très offensif: sur le plan bilatéral avec la France, mais aussi sur le plan multilatéral, à l'intérieur de l'OIF. La Francophonie a été, en 2002, la première organisation internationale à prendre position en faveur du dossier de la diversité culturelle. Je pense que, *mutatis mutandis*, un dossier comme celui de la diversité linguistique devrait être soutenu de la même manière. Ceci, car non seulement faut-il assurer le développement harmonieux des cultures dans le monde – dans le cadre d'échanges Nord-Sud qui seraient plus équilibrés –, mais faut-il aussi faire en sorte que les 6 000 langues parlées dans le monde soient préservées. Il y a donc tout ce dossier de la diversité linguistique: quand on défend le français, on défend toutes les langues. Il y a là une idée qui devrait constituer l'objet central des discussions du prochain sommet de la Francophonie. C'est d'ailleurs au Québec de proposer la thématique, puisque ça s'y tiendra en septembre 2008.

Q.L.: Le Québec a-t-il les moyens de mener une place de *leader* au sein de la Francophonie ? Il y a quelques mois le numéro 2 de l'OIF, le québécois Clément Duhaime, avait, par exemple, appelé Ottawa et Québec à investir davantage dans l'organisation.

L. B.: Alors oui, je dis oui ! J'étais en France aux mois de mai et juin derniers et j'ai rencontré Bernard Kouchner [le ministre des Affaires étrangères de l'hexagone]. Je suis allé déjeuner avec lui au Quai d'Orsay, sans titre officiel. En sortant, j'ai déclaré au journaliste de la *Presse Canadienne* que le Canada, qui fait des surplus de dollars année après année, devrait vraiment investir davantage. D'autant plus que la France assume 70 % de l'ensemble du budget de l'OIF… Alors que c'est une organisation qui se veut multilatérale ! Ça n'a pas de sens ! Il faut que les autres pays développés membres de l'OIF y mettent leurs économies, le Canada en premier. Et puis aussi, c'est vrai, le Québec doit faire un effort plus grand : la province verse actuellement 10 millions de dollars dans la Francophonie, soit 10 % du budget du ministère des Relations internationales, ce qui est déjà conséquent. Mais c'est sûr qu'il est possible d'aller au-delà.

Q.L.: Dans les jours qui ont suivi les dernières élections provinciales, vous avez exprimé votre regret quant au fait qu'au cours de sa campagne, André Boisclair ait délaissé la question linguistique, c'est-à-dire, la défense du français. Pensez-vous que Pauline Marois soit plus sensible à cette question ?

L. B.: Je le souhaite, et je ne peux que l'espérer et le souhaiter. Dans le discours que Pauline a tenu lorsqu'elle est devenue chef du Parti québécois, elle a parlé des questions linguistiques et culturelles. Donc je pense qu'elle le fera. Mais, c'est sûr, j'ai beaucoup regretté que, au débat des chefs – auquel il n'y avait pas que monsieur Boisclair mais aussi messieurs Charest et Dumont – , personne n'ait abordé ces questions. Pendant deux heures, ils nous ont parlé de tous les enjeux de société, en oubliant un enjeu qui me semble tout aussi pertinent que les autres: celui de la culture et de la langue.

APPARTEMENTS / LOCATION

VADLAVAN INC. GESTION IMMOBILIÈRE
APPARTEMENTS À LOUER

VADLAVAN Inc., entreprise de gestion d'immeubles, offre le plus grand choix d'appartements dans le secteur situé entre l'artère commerciale Côte-des-Neiges (métro C-d.-N) et le Pavillon principal de l'Université (Métro UdM)
Près de 400 appartements à prix raisonnable (dans de petits immeubles résidentiels).
Tous sont en condition impeccable.
Nous proposons des appartements de toutes les tailles:
(1 ½ , 2 ½, 3 ½, 4 ½ , 5 ½,) non meublés ou meublés et équipés à la carte: nous offrons des baux de courtes durée ou de longue durée et nous avons aussi des appartements de luxe au ROCKLEDGE.

3505, boul. Edouard Montpetit, bureau 1, Montréal (Québec) H3T 1K6
(composez 5000 sur le clavier numérique dans le hall d'entrée)
Téléphone : 514-736-0554 • Télécopie : 514-736-1474
www.total/net~rockledge courriel : rockledg@total.net

Participez à la production de *Quartier Libre* !

AUCUNE EXPÉRIENCE REQUISE !

Prochaines réunions de production :
29 août, 12 et 26 septembre à 17h00 au local B-1274-6

_QLvol15no1.qxd 8/28/07 9:33 PM Page 16

Élections partielles fédérales dans Outremont

L'HEURE DU CHOIX

Le 17 septembre prochain, les Outremontais devront se rendre aux urnes. La circonscription est vacante depuis le départ, en janvier dernier, du libéral fédéral Jean Lapierre, parti travailler pour le réseau TVA. Ces élections complémentaires seront un premier test pour les différents partis fédéraux. *Quartier Libre* s'est entretenu avec quatre principaux aspirants députés : Jocelyn Coulon (Parti libéral du Canada), François Pilon (Parti vert du Canada), Thomas Mulcair (Nouveau Parti démocratique) et Jean-Paul Gilson (Bloc québécois). Le candidat du Parti conservateur a refusé de répondre à nos questions. Présentation des candidats.

Propos recueillis par
Thomas GERBET
et Rachelle Mc DUFF

Les quatre candidats

JOCELYN COULON (PLC)

Jocelyn Coulon a 50 ans et il en est à sa première expérience électorale. Directeur du Réseau francophone de recherche sur les opérations de paix et professeur invité au Centre d'études et de recherches internationales de l'UdeM (CÉRIUM, il est connu pour ses nombreuses chroniques en politique internationale au journal *La Presse* et a aussi été journaliste au *Devoir* de 1985 à 1999.

FRANÇOIS PILON (PVC)

A 51 ans, François Pilon se présente pour la seconde fois dans Outremont. En 2006, il avait récolté près de 5 % des suffrages. Surnommé « Monsieur corde à linge » (il en est réparateur et installateur), il est membre du Parti vert depuis deux ans et demi. Il réside dans Côte-des-Neiges depuis 1980.

JEAN-PAUL GILSON (BQ)

A 60 ans, Jean Paul Gilson vit sa première campagne. Né en Belgique, psychanalyste de formation, il est entré au Bloc québécois il y a 10 ans. Dans la société civile, M. Gilson a fondé « Paroles d'urgence », un service d'écoute 24h sur 24. Ces derniers temps, il travaille à l'élargissement de ce service pour les personnes qui éprouvent de la difficulté à accéder aux services gouvernementaux.

THOMAS MULCAIR (NPD)

À 52 ans, Thomas Mulcair en est à sa première élection fédérale. Il quitte le Parti libéral du Québec (PLQ) et joint le NPD le 20 avril 2007. Sous le PLQ, il est élu député de Chomedey en 1994, puis réélu en 1998 et 2003. Il occupe la fonction de ministre de l'Environnement dans le cabinet Charest de 2003 à 2006. Il est l'auteur de la loi sur le développement durable.

Résultats officiels
Élection générale du 23 janvier 2006

Nom	Parti	% des votes
Jean-C. Lapierre	Parti libéral du Canada	35,2
Jacques Léonard	Bloc québécois	29,0
Léo-Paul Lauzon	Nouveau Parti démocratique	17,2
Daniel Fournier	Parti conservateur du Canada	12,7
François Pilon	Parti vert du Canada	4,8
Eric RoachDenis	Indépendant	0,3
Philip Paynter	Parti progressiste canadien	0,2
Linda Sullivan	Parti marxiste-léniniste du Canada	0,2
Yan Lacombe	Indépendant	0,2
Xavier Rochon	Indépendant	0,1
Régent Millette	Indépendant	0,1

Résultats officiels
Élection générale du 28 juin 2004

Nom	Parti	% des votes
Jean Lapierre	Parti libéral du Canada	40,9
François Rebello	Bloc québécois	33,3
Omar Aktouf	Nouveau Parti démocratique	14,1
Marc Rousseau	Parti conservateur du Canada	6,0
Shaun Perceval-Maxwell	Parti vert du Canada	4,3
Yan Lacombe	Parti marijuana	1,2
Linda Sullivan	Parti marxiste-léniniste du Canada	0,3

Source : Élections Canada au www.elections.ca

Jocelyn COULON (PLC)

Quartier Libre : Vous passez d'expert en politique internationale à politicien. Est-ce que devenir politicien a changé votre façon de voir, de faire de la politique internationale ?

Jocelyn Coulon : Je veux continuer à défendre mes principes [chroniqués dans plusieurs médias]. Je voudrais recentrer le rôle du Canada dans les relations internationales. Depuis Lester B. Pearson (14e premier ministre du Canada et prix Nobel de la paix en 1957), le Canada a toujours véhiculé des valeurs d'honnêteté, d'entraide, mais le Parti conservateur de Stephen Harper nous a ramenés dans le continent nord-américain, près de la politique étrangère de George Bush. Cela m'inquiète. On a toujours été des citoyens du monde. Je veux défendre cette idée que le Canada est au cœur du monde.

Q.L. : Des élections fédérales générales risque d'être déclanchées bientôt. Si vous êtes élu, qu'allez-vous pouvoir accomplir en peu de temps ?

J.C. : Le député doit travailler en terme de longue durée. J'ai bonne confiance d'être élu. Les élections seront déclenchées au plus tard à l'automne 2009, ce qui laisse tout de même deux ans. Lorsqu'il y aura des élections générales, je me représenterai. On peut accomplir beaucoup de choses, même dans l'incertitude. On n'est pas impuissant même lorsqu'on est dans l'opposition. Le député a un travail en commission parlementaire à faire, par exemple. Comme député d'Outremont, plusieurs dossiers devront être gérés comme celui de l'expansion de l'Université de Montréal (gare de triage) et l'accueil des immigrants. Il y a aussi tout ce qui touche la culture et l'environnement.

Q.L. : Le dossier de la gare de triage est une compétence en grande partie municipale, quelle est votre marge de manœuvre dans ce dossier-là ?

J.C. : L'UdeM a trois partenaires dans ce dossier : le municipal, le provincial et le fédéral. Le pallier municipal s'est engagé à donner jusqu'à 60 millions de dollars, le gouvernement du Québec contribue avec 30 millions et la part du fédéral devrait être aussi de 30 millions pour la décontamination des sols et les infrastructures. Je m'interroge cependant sur le fait que le gouvernement canadien actuel dépense 13 milliards de dollars pour l'armement, mais ne veut pas donner 30 millions dans ce projet.

Q.L. : Quelle est votre position en rapport du dégel des frais de scolarité ?

J.C. : Cela est de juridiction provinciale, mais je crois que tout le monde doit faire sa part. Au niveau fédéral, on doit soutenir la recherche universitaire, car ça a des retombées sur l'ensemble du système d'éducation.

Jocelyn Coulon

Q.L. : Comment trouvez-vous votre première expérience en politique, en campagne électorale ?

J.C. : Quand on est universitaire, on a son monde. Je me retrouve dans un univers complètement différent : rencontrer beaucoup de gens et faire du porte-à-porte. Je fais à peu près cinq heures de porte-à-porte par jour. C'est une autre vie, mais j'adore ça!

Q.L. : La circonscription d'Outremont étant un fief libéral, croyez-vous vraiment que si vous n'êtes pas élu, votre chef, Stéphane Dion, risque de perdre beaucoup de crédibilité ?

J.C. : Je n'envisage pas ça. Il existe un mythe autour de ça. Outremont n'est pas un château fort. Selon moi, 35 % [résultat du PLC lors des dernières élections dans Outremont] ne représente pas un fief. Mais on peut dire qu'on connaît nos électeurs. En faisant du porte-à-porte tous les jours, je peux dire que beaucoup de gens vont voter libéral.

Q.L.: Quel emploi avez-vous occupé lorsque vous étiez à l'université ?

J.C. : J'ai été chargé de cours à la Faculté d'études permanentes de l'Université de Montréal en journalisme.

Q.L. : Quel est votre héros de jeunesse ?

J.C. : Jimmy Carter, le 39e président des États-Unis et prix Nobel de la paix en 2002. Il a été un président sous-estimé qui a œuvré considérablement pour les droits de l'Homme. Aucun régime américain n'a été autant axé sur les droits de l'Homme que lorsqu'il était au pouvoir (1977-81). **R. McD**

_QLvol15no1.qxd 8/28/07 9:33 PM Page 17

François PILON (Parti vert)

Quartier Libre : Quel est le projet qui vous tient le plus à cœur, la mesure que vous souhaitez le plus voir réaliser si vous êtes élu ?

François Pilon : Tout d'abord, je ne me fais pas d'illusions, je ne serai pas élu. Cette élection se gagne avec de l'argent et des bénévoles et j'en possède bien moins que les quatre gros partis. Je n'ai pas de programme spécifique si ce n'est d'adhérer aux valeurs vertes. Je ne ferai pas de promesses en l'air pour Outremont. Avant de vouloir changer le monde, il faut poser des gestes de base.

Q.L. : Le dossier de la gare de triage est une compétence municipale, quelles sont vos marges de manœuvre pour agir dans ce dossier-là ?

F.P. : Il faut se rendre à l'évidence, l'élargissement est la seule solution sur le long terme. Si on veut être compétitif, on n'a pas le choix en tant que société que de favoriser l'éducation postsecondaire.

Q.L. : Et quel est votre avis par rapport au dégel des frais de scolarité ?

F.P. : Je pense que si on veut une justice sociale, la hausse doit être annexée au coût de la vie.

Q.L. : Certains présentent la nouvelle chef du Parti vert fédéral, Elizabeth May comme pouvant être la première députée verte élue au Parlement. Y croyez-vous ?

F.P. : C'est une vedette au Canada anglais, je crois qu'elle a de grandes chances de réussir. Malgré notre petit budget, elle arrive à faire des campagnes comme celles des grands partis.

Q.L. : En tant que petit candidat, comment vivez-vous le fait de peut-être devoir retourner en élections à l'automne ?

F.P. : Je trouve ça vraiment regrettable. Le départ de Jean Lapierre coûte 0,5 millions de dollars aux citoyens canadiens. Si des élections sont déclenchées à l'automne, ce seront les troisièmes en deux ans. Les gens vont avoir une « écoeurantite » aigue du

François Pilon

vote. Mais je serais quand même là, si on veut bien de moi. Je travaille sur le long terme, contrairement aux autres candidats. Je présume que le seul qui se représentera sera celui qui sera élu. Les autres se présenteront dans d'autres circonscriptions.

Q.L. : Le Parti vert a-t-il encore raison d'être alors même que les questions écologiques sont reprises par tous les partis ?

F.P. : Bien que les autres se sont mis à la sauce verte, ils reprennent des idées qui étaient les nôtres il y a déjà longtemps. Aujourd'hui, des projets de société nouveaux émanent du Parti vert et ne sont pas dans les programmes de nos adversaires.

Q.L. : Quel emploi occupiez-vous quand vous étiez étudiant ?

F.P. : J'ai travaillé deux étés à l'Université de Montréal. Je conduisais le camion postal et j'ai coupé le gazon.

Q.L. : Quel est votre héros de jeunesse et pourquoi ?

F.P. : Le joueur du Canadien de Montréal Robert Rousseau. C'était le meilleur conteur francophone dans la ligue nationale. Enfants, on s'identifiait tous à lui. **T.G.**

Thomas MULCAIR (NPD)

Quartier Libre: Vous avez fait le saut de la politique provinciale à fédérale. Est-ce que cela a changé votre façon de faire de la politique ? Avez-vous l'impression d'être moins proche des électeurs parce que vous faites de la politique au niveau fédéral ?

Thomas Mulcair : Je ne crois pas. C'est ma 4e campagne personnelle. J'ai gagné trois fois avec de solides majorités dans Chomedey-Laval. Je fais toujours du porte-à-porte ma façon d'écouter les gens n'a pas changé. Cependant, certains dossiers diffèrent. Par exemple, la gestion des frais aux guichets automatiques des banques (que le NPD veut abolir) relève du fédéral. Mais on a aussi des dossiers en commun. Je n'ai pas changé ma façon de faire de la politique et d'agir sur ce qui touche la vie des gens, comme le logement ou leur condition de vie.

Q.L. : Quelles sont vos marges de manœuvre pour agir dans le dossier de la gare de triage, une compétence municipale ?

T.M. : Tout le monde s'entend pour dire que pour un dossier structurant comme celui-là, le fédéral aura un rôle à jouer. En tant qu'ancien ministre de l'Environnement, je connais l'importance de décontaminer les sols dans cette gare de triage, car je sais qu'on ne peut rien faire si le sol n'a pas été décontaminé. J'entends mettre à contribution cette expertise. [...] Comme futur élu, même au niveau fédéral de la circonscription d'Outremont, j'ai un mot à dire. J'ai soulevé deux problèmes particuliers qui m'ont été communiqués dans de nombreuses rencontres avec des citoyens: le désenclavage [de la partie sud de Parc-Extension] et la taille des immeubles. On projette de faire des immeubles de huit étages institutionnels (ce qui équivaut à 11 étages résidentiels) ce qui va bloquer la vue de la montagne. Je veux qu'on réfléchisse avant d'importer cette idée, car ces structures vont être là pour très longtemps. Je suis très content par ailleurs que ces immeubles respecteront des normes environnementales élevées. [...] On se préoccupe aussi de savoir quelle sorte de circulation il va y avoir. Est-ce que le va-et-vient de camions et d'équipement lourd va durer des années et affecter la qualité et le milieu de vie. C'est autant de préoccupations qui doivent trouver une réponse satisfaisante avant qu'on donne le « ok » au projet final.

Q.L. : Quel est votre avis par rapport au dégel des frais de scolarité ?

Thomas Mulcair

T.M. : Le NPD a travaillé très fort pour modifier le dernier budget libéral et consacrer plus d'argent à l'éducation postsecondaire. On va s'assurer que cet argent suive. [...] Je viens d'une famille de dix enfants. Je n'aurais jamais pu faire mes études en droit si ce n'était de notre système de prêts et bourses. [...]Celui du Québec doit être maintenu et enrichi, et les frais de scolarité doivent être tenus à un niveau qui permet à tout le monde, même les plus démunis, de faire des études. Dans une société aussi riche que la nôtre, le manque d'argent ne devrait jamais être un empêchement pour poursuivre des études.

Q.L.: Quel emploi avez-vous occupé lorsque vous étiez à l'université ?

T.M. : Tous les étés, je travaillais en construction. Je faisais des toits en asphalte et gravier.

Q.L.: Quel est votre héros de jeunesse ?

T.M. : Jean-Noël Lavoie, qui était maire de Laval lorsque j'étais jeune. Quand je le voyais, je me disais que je voulais faire de la politique un jour comme lui. [...] Par contre, mon héros politique c'est Claude Ryan. C'est mon mentor politique. C'est lui qui m'a emmené en politique et qui m'a nommé président de l'Office des professions du Québec. **R. McD**

Jean Paul GILSON (Bloc québécois)

Quartier Libre : Quel est le projet qui vous tient le plus à cœur, la mesure que vous souhaitez le plus voir réaliser ?

Jean Paul Gilson : L'allocation universelle de citoyenneté. Même si ce n'est pas du ressort, c'est ça qui me tient à cœur. Je veux trouver une façon de résoudre les problèmes de disparité économique qui existent dans nos sociétés postmodernes.

Q.L. : Que proposez-vous pour les étudiants de l'Université de Montréal ?

J.P.G. : On ne peut rien promettre, il faut être réaliste. Tout ce qu'on peut faire avec le Bloc pour l'instant, c'est notre rôle de balance du pouvoir. Ce qui est certain, c'est que mon parti fera toujours pencher la balance du côté par exemple du refinancement de ce qui a été coupé dans l'éducation. J'espère faire avancer le dossier de l'université pour les étudiants.

Q.L. : Le dossier de la gare de triage est une compétence municipale, quelles sont vos marges de manœuvre pour agir dans ce dossier-là ?

J.P.G. : Le terrain de la gare de triage est du ressort du fédéral, la décontamination des sols aussi même si le problème était moins grave que ce qu'on croyait. C'est plutôt à l'université à gérer ses affaires.

Q.L. : Vous avez vécu longtemps en Belgique, comment êtes vous devenu indépendantiste ?

Jean Paul Gilson

J.P.G. : La cause de l'indépendance québécoise me tient à cœur depuis 1966. J'étais à l'époque en Belgique, dans les bras d'une québécoise qui m'a expliqué tous les problèmes qui existaient ici. Je les ai d'autant bien compris que les questions linguistiques et nationales agitaient et agitent encore la Belgique.

Q.L. : On entend beaucoup ces temps-ci votre parti annoncer qu'il est près à faire tomber le gouvernement à l'automne. Ça ne vous gène pas de repartir en élections dans deux mois ?

J.P.G. : Tant que je gagne, ça ne me gène pas. Les bénévoles m'ont déjà dit qu'ils seraient encore près à travailler pour moi pour une seconde campagne.

Q.L. : Vous êtes le seul candidat à s'afficher avec son chef. Est-ce une intention de Gilles Duceppe de montrer qu'il est bel et bien présent après son « aller-retour » au PQ en mai ?

J.P.G. : Qu'est ce que vous me racontez ! Ça va me permettre au moins de dire quelque chose d'important. Je suis psychanalyste et je sais qu'il n'y a pas de désir qui ne soit pas le désir de l'autre. Quand on fait quelque chose, c'est vain de penser qu'on en est le maître. Si on construit un pays, ce n'est pas Gilles Duceppe tout seul qui veut le construire. Il dépend d'un certain nombre de personnes. Sa présence, c'est simplement la reconnaissance de mon parti.

Q.L. : Quel a été votre emploi quand vous étiez étudiant ?

J.P.G : J'ai été sportif semi-professionnel et entraineur de soccer pour des jeunes.

Q.L. : Quel est votre héros de jeunesse et pourquoi ?

J.P.G. : Mon héro de jeunesse, c'est Eddy Merckx [légendaire coureur cycliste belge des années 1970]. C'était un winner.

Q.L. : Et vous est ce que vous êtes un winner ?

J.P.G : Oui

Q.L. : Êtes-vous dopé comme lui ?

J.P.G. : Ça par contre : non. **T.G.**

_QLvol15no1.qxd 8/28/07 9:33 PM Page 18

Participez à la production de *Quartier Libre* !

AUCUNE EXPÉRIENCE REQUISE !

Prochaines réunions de production :
29 août, 12 et 26 septembre à 17h00 au local B-1274-6

Olivieri
librairie ▸ bistro

LA LIBRAIRIE DES UNIVERSITAIRES
DEPUIS PLUS DE 20 ANS !

50 000 titres
Livres obligatoires et suggérés sans file d'attente.
Services personnalisés.
10% avec la carte fidélité.

Olivieri
au cœur de l'université
739-3639

Le bistro et la terrasse-jardin
739-3303
Pour savourer, grignoter ou se rencontrer.

5219 Côte-des-Neiges
Métro Côte-des-Neiges
service@librairieolivieri.com

Les lectures, les débats, les lancements.

Services aux étudiants
Activités culturelles

Saison 2007-2008

Auditions — troupes étudiantes

Danse

Troupe de danse contemporaine
Danse Université de Montréal (DUM)

Interprètes recherchés pour vivre une expérience collective d'exploration du mouvement et de l'interprétation. Soyez de l'événement !

Auditions : Lundi 17 septembre, à 18 h
Inscription obligatoire : 514 343-6111, poste 4686

Musique

Troupe de chant populaire

Pour les étudiants qui aiment chanter et être sur les planches, que ce soit en solo, duo, quator ou en choeur... Vivez la scène !

Auditions : Mercredi 20 septembre, 18 h 30 à 21 h 30
Inscription obligatoire : 514 343-6111, poste 4692

Théâtre

Troupe Théâtre Université de Montréal (TUM)

Au menu : productions théâtrales, comédie musicale et théâtre pour enfants. Chanteurs et danseurs recherchés pour la comédie musicale *Le Moulin rouge*.
Soyez de la distribution !

Auditions : Samedi 8 et dimanche 9 septembre, à partir de 9 h
Inscription obligatoire : 514 343-6111, poste 4691

www.sac.umontreal.ca

FAÉCUM
Université de Montréal

SOCIÉTÉ

Téléphones publics contre téléphones cellulaires

À L'INSU PORTABLE

***« Il vous manque 25 cents »*. Voilà ce qu'aurait entendu la plupart des utilisateurs de téléphones publics Bell si, ces dernières semaines, les cabines avaient pu parler. Une augmentation de 100% qui n'est pas sans lien avec la progression de l'utilisation des téléphones cellulaires au Canada. Bell Canada, qui gère les deux types de supports, semble avoir faire un choix simple : celui de la rentabilité.**

PHOTO : THOMAS GERBET

Une montréalaise boude le téléphone public.

Anh Khoi DO

C'est le 2 juin dernier que les tarifs des téléphones publics de Bell Canada, Bell Aliant, MTS Allstream et Sakstel ont doublé, passant de 25 à 50 cents et ce, avec le consentement du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC). Plusieurs organisations, comme l'Union des consommateurs, n'ont pas tardé pas à réagir. Avec l'Organisation nationale anti-pauvreté, elles se sont par exemple émues du fait que le CRTC ne tient pas compte *« de l'effet de l'augmentation des tarifs sur les utilisateurs, notamment sur les Canadiens à faible revenu »*.

Les consommateurs, eux aussi, sont très mécontents. Deux mois après le changement de tarif, une étude de POLLARA Inc. a révélé que 75% des Canadiens trouvent qu'un tarif de 50 cents est trop élevé. Il faut dire que les Canadiens ont une grande estime pour leur cher combiné : 92% des 16 ans et plus considèrent les téléphones publics comme étant *« importants »*.

LA VERSION OFFICIELLE

Pour justifier l'augmentation du tarif des téléphones publics, le CRTC explique dans sa décision rendue le 30 avril 2007 qu'il *« estime raisonnable la position des Compagnies selon laquelle le coût »* pour fournir *« des services de téléphones payants a augmenté depuis 1981. »* De plus, le CRTC ajoute que *« si les entreprises de services de téléphones payants ne disposent pas de la latitude voulue pour augmenter les tarifs de téléphones payants, elles risquent de retirer »* ceux qui sont *« non rentables, ce qui réduira l'accès au service pour le consommateur. »*

De son côté, Hélène Lepore, une représentante du département des téléphones publics de Bell Canada, affirme de son côté que non seulement il n'y a *« pas eu d'augmentation pendant trente ans »*, mais qu'il y a aussi *« beaucoup de cellulaires. »* De plus, Hélène Lepore ajoute que *« pour maintenir les services de téléphones publics, Bell Canada devait augmenter les tarifs. »*

En dépit de l'augmentation, Bell Canada note une baisse annuelle de 10% à 15% par année dans l'utilisation des téléphones publics. En 2003, Bell comptait plus de 100 000 cabines publiques au Québec et en Ontario. Près de 25 000 ont disparu depuis quatre ans.

UN CERCLE VICIEUX

L'augmentation de la consommation de cellulaires encourage la baisse de téléphones publics. Dans le même sens, si les consommateurs peinent à trouver une cabine publique, ils se tournent plus facilement vers un abonnement de cellulaire. D'autant plus quand le prix d'un appel public double.

66,8% des ménages canadiens déclarent posséder un téléphone cellulaire. Pour le Québec, ce taux est de 57,9%, soit l'un des plus bas au pays, même s'il va en augmentant. Ces chiffres sont loin de ceux des autres pays industrialisés comme les États-Unis (73%) ou encore la France (80%). En France, il est de plus en plus difficile de trouver un téléphone public. Le Canada subira-t-il le même sort? Pas obligatoirement. En Finlande, 99% des acheteurs potentiels de téléphones cellulaires en possèdent, ce qui n'empêche pas les rues du pays d'accueillir encore bon nombre de téléphones publics.

_QLvol15no1.qxd 8/28/07 9:33 PM Page 19

OPERATIONMONTREAL.NET
Montréal

Chères étudiantes,
Chers étudiants,

OPERATIONMONTREAL.NET souhaite la bienvenue à celles et ceux qui viennent étudier et s'établir à Montréal.

Nous profitons de la rentrée universitaire pour faire appel à votre conscience environnementale et à votre civisme pour nous aider à prendre soin de votre nouveau milieu de vie et garder la ville propre et agréable à vivre.

Les comportements civiques sont de petits gestes quotidiens mais qui comptent beaucoup : respecter l'horaire de sortie des déchets, participer à la collecte sélective, jeter ses mégots dans un cendrier et non sur la voie publique.

Pour partir du bon pied, nous vous invitons à consulter le site Internet de la Ville (ville.montreal.qc.ca), et particulièrement certains outils fort utiles sous la rubrique Info-Collecte (ville.montreal.qc.ca/collecte) et Développement durable (ville.montreal.qc.ca /developpementdurable).

Ensemble, nous continuerons ainsi à améliorer la qualité de vie de cette grande ville universitaire, qu'est Montréal!

Bonne rentrée à toutes et à tous!

OPERATIONMONTREAL.NET

Le **DIMANCHE** de la **RENTRÉE**
9 septembre 2007 à partir de **15h30**
PORTES OUVERTES

Messe universitaire à 17h30
suivie d'un ***souper amical***

Centre étudiant Benoît-Lacroix
2715, chemin Côte-Sainte-Catherine
514-341-4817 • info@cebl.org

Université de Montréal

CULTURE

Du théâtre dans l'usine

TISSUS DE VIES

Une manufacture de textile toujours en activité qui se transforme en scène le soir venu. Des actrices travailleuses et des spectateurs acteurs. Voilà le décor et l'ambiance du spectacle *Femmes à coudre*. Martine Laliberté et Nancy Roberge, de La cellule lumière rouge (Cie Mise au jeu) expliquent comment elles ont conçu ce « théâtre participatif ».

Églantine PANDELÉ

Pendant un mois, Marie-Claude Gamache, Martine Laliberté et Nancy Roberge, les créatrices du spectacle théâtral *Femmes à coudre,* ont suivi dans leur quotidien les travailleuses d'une manufacture de textile. Le but ? Se servir de cette réalité pour monter une fiction documentaire et la donner à vivre au public. Ceci, d'une manière bien particulière.

Après avoir poinçonné leur carte de présence, comme le font les travailleuses chaque matin, les spectateurs sont invités à investir l'espace de travail de ces couturières industrielles pour découvrir peu à peu des objets personnels. *« Photos, calendriers, notes…C'est leur maison*, explique Martine Laliberté. *Tu n'en finis pas de regarder tout ce qu'il y a autour de la machine.* » Ces objets, qui subissent une transformation esthétique pour les besoins du spectacle, appartiennent aux travailleuses de l'usine. *« La mise en scène tente de s'approcher le plus possible de la réalité »*, précise-t-elle.

Hormis les spectateurs, les conceptrices veulent laisser planer le doute sur les intervenantes. Actrices ? Couturières ?

TÉMOIGNAGES DE FEMMES

Muni d'un audioguide, le public est libre de porter son attention où bon lui semble. Au fil du spectacle, la bande sonore diffuse les témoignages d'une vingtaine de femmes immigrantes, enregistrés par les trois conceptrices. Parmi elles, certaines sont croyantes, d'autres pas. Certaines sont voilées, d'autres condamnent le port du voile. Martine Laliberté énumère : *« boud-dhistes, catholiques, musulmanes, juives, hindouiste… Il y a même une raëlienne et une sœur mormone. Sans oublier les femmes qui ne sont pas croyantes. »*

Pour les créatrices de *Femmes à coudre*, la manufacture est une métaphore de l'immigration, et pas seulement parce que les travailleuses appartiennent à des communautés culturelles. *« Chacun y vit comme dans une bulle*, regrette Martine Laliberté. *Dans une vue d'ensemble, ces couturières industrielles ont l'air d'être semblables. Et pourtant, dès que le regard se précise, elles sont complètement différentes. »*

DU THÉÂTRE ENGAGÉ

« Nous travaillons par imprégnation, renchérit Nancy Roberge. *On s'inspire de ce qu'on voit, de ce qu'on entend, et on veut le faire sentir au spectateur. »* À l'origine de chaque création, une thématique sociale les allume, les provoque. *« Le point de départ de* Femmes à coudre*,* confie Martine Laliberté*, c'est un peu la double réaction que l'on peut avoir face à une femme voilée : une incompréhension mêlée à une envie d'en savoir plus. »*

Déjà, pour leur première création, *Je ne sais pas si vous êtes comme moi*, elles avaient côtoyé des prostituées pour percer le secret de leur quotidien. Parce qu'un long travail de recherche et de discussions précède la création proprement dite, Nancy Roberge et Martine Laliberté comparent leur spectacle à un « docu-fiction ». Leurs créations n'ayant de sens que dans le lieu où elles sont présentées, la rue pour la première, une manufacture pour la seconde, elles se réclament également de l'*in situ*, *« cette méthode artistique qui dédie l'œuvre à son site d'accueil »,* explique Nancy Roberge.

PHOTO : LUC SÉNÉCAL

Martine Laliberté et Nancy Roberge mettent en scène *Femmes à coudre,* une pièce dans laquelle les spectateurs deviennent acteurs.

Le point de départ de *Femmes à coudre*, c'est un peu la double réaction que l'on peut avoir face à une femme voilée : une incompréhension mêlée à une envie d'en savoir plus

Martine Laliberté
Metteure en scène

Femmes à coudre*, du 4 au 22 septembre, 5445, rue de Gaspé, local 1001, 20 h 30. 25$.*

_QLvol15no1.qxd 8/28/07 9:33 PM Page 20

Association entre les festivals MEG et Osheaga

AU NOM DE LA VISIBILITÉ

Pour la seconde année consécutive, le Montréal Electronic Groove (MEG), qui se déroule du 6 au 9 septembre, s'associe à l'important festival Osheaga. Un choix qui coûte cher aux spectateurs.

Philippine de TINGUY

L'année dernière, après neuf ans d'existence, le MEG décidait de s'associer à un autre festival de musique, le nouveau Osheaga, un événement géant produit par le Groupe spectacles Gillet et Greenland. Depuis, le MEG installe une scène à l'intérieur d'Osheaga, au parc Jean-Drapeau les 8 et 9 septembre. Sur cette scène se produiront 14 des 24 groupes de la programmation du MEG. Que les festivaliers souhaitent accéder à l'ensemble du festival Osheaga ou seulement à la scène du MEG, le prix sera le même : 150 $ pour deux jours de concerts. Christophe Magnette, spectateur du MEG en 2004 et 2005, n'assistera pas à cette neuvième édition : « *tous les groupes du MEG qui m'intéressent seront présentés au parc Jean-Drapeau, et je ne paierai sûrement pas 150 $ pour y aller !* » Les dix autres concerts du MEG, qui ne coûteront quant à eux qu'une vingtaine de dollars, investissent quelques-uns des lieux branchés de la Métropole : le National, le Club Soda et les Saints.

VARIATION DES PRIX D'ENTRÉE

Le manque d'accessibilité au MEG se ressent. Avant l'association, tous les prix d'entrées du MEG s'élevaient à une trentaine de dollars environ. Depuis l'an passé, pour voir la plupart des groupes, il fallait débourser le prix d'entrée d'Osheaga, soit 50 $ pour une journée, et 80 $ pour deux. Ces 80 $, fixés par Osheaga, ont brutalement doublé cette année pour atteindre 150 $. Quant au prix des soirées du MEG en club, elles ont accusé une hausse de 25 % entre 2006 et 2007. Mustapha Terki, le directeur général du MEG, s'exprime sur cette dernière augmentation, fixée « *plutôt par coût de production que pour faire plus d'argent. Par exemple, les frais de transport sont plus importants parce que nous allons chercher des groupes de plus en plus loin. De plus, les salles utilisées cette année nous coûtent plus cher ; le Club Soda ne peut contenir qu'environ 800 personnes, par rapport au Métropolis, utilisé l'année dernière, qui accueille plus de 2000 spectateurs. Il faut rentabiliser notre choix de prendre des petites salles, car nous vendons moins de billets* ».

> **Le MEG perd de son côté intimiste certes, mais un des buts de ce festival est de promouvoir des artistes. En l'occurrence, Osheaga donne une plus grande visibilité à ces artistes**
>
> **Pierre Major**
> directeur général planification, politiques et communications de la SODEC

La ligne artistique du MEG n'aurait pas changé, si ce n'est qu'elle se tourne vers des musiques un peu moins électro : des groupes programmés cette année, comme Peter Bjorn and John, sont très rock alternatif. Selon Udo B., manager du groupe Les Stereomovers, ce partenariat « *malgré qu'il soit positif, faire perdre au MEG un peu de son cachet underground.* »

UNE ASSOCIATION PUREMENT PRATIQUE

« *Cette fusion a été purement pratique*, explique Mustapha Terki, le directeur du MEG. *Notre festival se déroule toujours vers septembre car il s'y passe peu de choses, jusqu'à ce qu'Osheaga s'y installe aussi. Nous avons découvert que nous avions la même envie de programmer des artistes de toutes nationalités, qu'importe le style. Cela donne au MEG plus d'ampleur, à nos artistes plus de visibilité.* »

Du côté des artistes, le partenariat semble plutôt bien accueilli. Ghislain Poirier (DJ montréalais), présent au MEG en 2003, 2005 et 2006 pense « *que la fusion des deux festivals est bénéfique* », toujours pour les mêmes raisons de « *visibilité.* » La formation montréalaise Call me Poupée, une des têtes d'affiche des deux dernières éditions du MEG, est du même avis. Le groupe a joué à la Société des arts technologiques (SAT) en 2005 et sur la scène d'Osheaga l'année suivante. La chanteuse, Poupée, raconte : « *nous avons pris plus de plaisir à jouer au parc Jean-Drapeau, car la SAT était bien trop grande et froide pour notre genre de musique*». Elle continue : « *pour les festivaliers, les gros festivals sont plus intéressants; ils ont le choix de voir plein de monde. C'est comme ça que j'ai enfin pu voir Patrick Watson, programmé par Osheaga, spectacle que j'ai adoré !* ».

La Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) accorde tous les ans une aide financière au MEG à hauteur de 35 000 $. Cette somme n'a pas changé depuis que le festival est associé à Osheaga. Pierre Major, directeur général planification, politiques et communications soulève un paradoxe : « *On peut choisir de voir le verre à moitié vide ou à moitié plein. Le MEG perd de son côté intimiste certes, mais un des buts de ce festival est de promouvoir des artistes. En l'occurrence, Osheaga donne une plus grande visibilité à ces artistes.* »

www.megmontreal.com

POUR MA MAÎTRISE,
JE CHOISIS L'ENAP!

L'université de l'administration publique

- École à dimension humaine
- Stage en organisation, ici ou à l'étranger
- Contact privilégié avec le milieu de l'administration publique

MAÎTRISE EN ADMINISTRATION PUBLIQUE
- Analyse et développement des organisations
- Administration internationale
- Analyse en gestion urbaine
- Évaluation de programmes
- Gestion des ressources humaines

SÉANCE D'INFORMATION à Montréal
Mercredi 19 septembre 2007 à 17 h 30
4750, avenue Henri-Julien, salle 4045
Information : 514 849-3449

École nationale d'administration publique
www.admission.enap.ca
Admission jusqu'au 1er octobre 2007
Pour la session d'hiver 2008

_QLvol15no1.qxd 8/28/07 9:33 PM Page 21

Karine Ledoyen présente *Osez!* dans plusieurs villes québécoises

SUR UN QUAI PRÈS DE CHEZ VOUS

Assister à un spectacle de danse contemporaine en même temps qu'à un coucher de soleil au bord du fleuve, voilà ce que propose *Osez !* sur différents quais du Québec. Chaque soir, au crépuscule, 14 danseurs accompagnés de musiciens exécutent la toute nouvelle création d'un chorégraphe invité. L'événement conçu par Karine Ledoyen, danseuse, chorégraphe et directrice artistique de la compagnie Danse K par K, accostera dans le Vieux Port de Montréal du 13 au 16 septembre 2007.

Élisabeth MERCIER

PHOTO : DAVID CANNON

***Osez !* accoste à Montréal du 13 au 16 septembre, dans le cadre du festival des Escales improbables.**

C'est en 2002 que Karine Ledoyen a imaginé le projet *Osez !* alors qu'elle revenait de voyage, sans le sou, mais avec la forte envie de créer et de danser. Se rappelant les couchers de soleil de son Bas-du-Fleuve natal, elle décide d'inviter quelques amis à venir danser, pour le plaisir, sur le quai de Saint-Jean-Port-Joli à la tombée du jour. Outre l'originalité et la beauté du lieu, les quais présentaient alors le double avantage d'une surface intéressante pour la danse et, surtout, très accessible. Autant pour le public que pour les artistes fauchés qui n'avaient aucun coût à défrayer pour s'y produire. *« Ça a été notre année baba cool »*, s'amuse la jeune chorégraphe rejointe par téléphone. *« Les gens se demandaient ce qu'on faisait là, on avait deux spectateurs par soir ! »*, poursuit-elle.

Par la suite, Karine Ledoyen a fondé Danse K par K, en 2005 à Québec, une compagnie vouée à la recherche, à la création et à la diffusion de la danse contemporaine. C'est ainsi que le projet *Osez !* a pris de l'ampleur. Aujourd'hui, la chorégraphe-entrepreneure invite d'autres chorégraphes à créer sur mesure des spectacles sur les quais de la province. L'édition 2007 présente le travail de cinq chorégraphes québécois et belges. *« Les chorégraphes invités n'ont aucune contrainte si ce n'est de créer un premier 20 minutes de spectacle la première journée »,* explique Karine Ledoyen. Les danseurs doivent apprendre la chorégraphie et les musiciens composer la musique qu'ils présenteront le soir même. Les jours suivants, le chorégraphe est libre de refaire quelque chose de totalement différent, de peaufiner ou de rallonger une même chorégraphie jusqu'à un temps maximal de 45 minutes. Ainsi, le public peut revenir à chaque soir pour suivre l'évolution du travail.

OSER SE RENCONTRER

Il est donc difficile de prédire de quoi aura l'air l'œuvre chorégraphiée par Lydia Wagerer de Québec, et mise en musique par Pheek, musicien electro, qui sera présentée pour quatre soirs à Montréal dans le cadre du festival pluridisciplinaire des Escales improbables. Avec une telle liberté de création accordée aux artistes, tout peut arriver. Ce fut le cas à Québec où le chorégraphe montréalais de renom, Emmanuel Jouthe, a décidé, lors du deuxième soir de représentation, de faire table rase du travail de la veille.

Qu'à cela ne tienne. Ce qui importe d'abord et avant tout à l'organisatrice de l'événement c'est qu'il y ait à chaque fois une rencontre : *« celle des artistes entre eux et avec le public qui,* souhaite-elle, *rencontrera à son tour la danse contemporaine. Les spectacles sont gratuits et en plein air ce qui rend l'expérience beaucoup moins engageante pour les spectateurs qui peuvent partir quand ils le veulent ».*

Dès 2008, ces rencontres auront lieu de l'autre côté de l'Atlantique, le projet *Osez !* ayant été vendu au Pays de Galles. Karine Ledoyen partira faire la tournée des quais là-bas, en compagnie de sept danseurs gallois et sept québécois. Elle espère *« y établir un nouveau pôle d'échanges et éventuellement, élargir ce réseau avec d'autres pays ».* D'après elle, le *« réseautage »* est primordial, particulièrement en danse contemporaine où les milieux et les publics sont restreints. *« C'est le cas de la ville de Québec où je suis basée : il est possible d'y créer des spectacles, mais le circuit sature vite. Il faut donc établir des contacts ailleurs et faire voyager ses projets. Il faut oser ! »* conclut-elle.

Osez ! *2007 à Montréal*
du 13 au 16 septembre 2007 - 18 h 30
Promenade du Vieux Port
(annulé en cas de pluie)
www.osezdanse.com

Chronique Lecture

DEHORS SEPTEMBRE

Marie-Michèle GIGUÈRE

Le titre, *Dawson Kid*, pourrait porter à confusion. Le premier roman de Simon Girard a peu à voir avec le triste événement qu'il évoque, si ce n'est qu'il s'inscrit dans l'actualité montréalaise de l'automne dernier, marquée notamment par cette tuerie et par l'omniprésence des gangs de rue dans les médias. La détresse du tueur et l'anxiété des filles de gangs trouvent écho chez Rose Bourassa, 20 ans, obsédée par ces parcours qui, croit-elle, auraient pu être siens.

Une suicide dans le métro, un chien blessé dont on allège les souffrances d'un morceau de brique, les premières pages du roman donnent le ton : cet univers-là est sombre, mais surtout, leur narration révèle la lassitude de cette fille, convertie à la danse érotique pour s'éloigner d'une famille disfonctionnelle. Lorsqu'elle aura amassé suffisamment de réserves, elle quittera le bar où elle danse, puis se lancera dans la boxe. C'est son évolution dans ce monde, mais surtout, ce désir de frapper qui naît en elle et qui la talonne jusqu'à l'obnubiler, qui nous sont racontés.

Tôt dans le récit, les réminiscences d'un travail scolaire campent le personnage : cette fille a peu de sympathie pour les victimes. Enfant, elle avait imaginé l'histoire d'un éléphant qui tuait un homme en le piétinant pendant qu'ils jouaient ensemble. Déjà, enfant, c'était le sort de l'éléphant qui savait l'émouvoir : *« Dans mon trois et demie infesté de solitude, je ressors mon travail de secondaire 1, revois l'éléphant que j'avais imaginé. Je comprends pourquoi je prenais pour lui. Je prenais tellement pour lui que je le tuais, dans l'histoire. Il méritait bien de se reposer, comme tout le monde. »*

Peut-être trop ancré dans l'actualité et le fait divers – on revoit le dossier de *La Presse* sur les filles dans les gangs de rue, les images de la tuerie de Dawson qui ont fait la Une des quotidiens plusieurs jours durant – le roman parvient tout de même à nous faire croire au destin de cette fille, solitaire et froide, à son inébranlable désir de frapper et à son euphorie du ring. *Dawson Kid* ne saura peut-être pas nous émouvoir, mais il parviendra tout de même à nous troubler.

Simon Girard, *Dawson Kid*, Boréal, 2007. 189 pages.

_QLvol15no1.qxd 8/28/07 9:33 PM Page 22

Musique

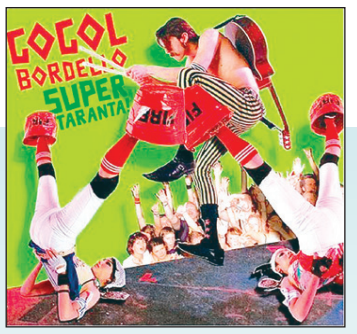
GOGOL BORDELLO

Super Tarantta!

(Side One Dummy)

Gogol Bordello est la réunion, à New York, de huit joyeux lurons de partout dans le monde; de l'Ukraine et la Russie, en passant par l'Éthiopie, Israël et autres. Eugene Hütz et sa bande compilent, dans ce quatrième album, ce qu'ils font le mieux : des chansons rock tziganes qui empruntent au punk et au hardcore. Cela donne un mélange agressif de rock et de différents folklores, teinté d'hymnes rassembleurs (pensez aux la-la-la-la des Béruriers Noirs) que les Montréalais pourront chanter le 10 octobre prochain lors du concert du groupe au Club Soda. La réputation de Gogol Bordello lui vient d'ailleurs de ses prestations endiablées.

Avec ses musiques festives colorées de violons et d'accordéons et son énergie débordante, ce disque nous transporte dans un party en Europe de l'Est. Mais voilà, le party est un peu long… les chansons durent quatre ou cinq minutes sans vraiment varier. D'une durée d'une heure, l'album aurait gagné à être raccourci, en coupant la dernière minute de chaque piste ou en



retranchant deux ou trois chansons qui se ressemblent. Néanmoins, il est toujours agréable d'entendre Eugene Hütz critiquer la bible ou remercier l'alcool avec son fort accent ukrainien, il se permet aussi deux refrains dans sa langue natale. Les chansons « Suddenly… (I miss Carpaty) », « Super Taranta! » et « Tribal Connection » sont les meilleures de l'album. **(Nicholas LAVALLÉE)**

THE THRILLS

Teenager

(EMI)

Fraîchement rasés, les garçons de The Thrills donnent plus l'impression d'avoir réinventé leur *look* que leur son, changement de studio nonobstant (*out* la Californie ensoleillée de leurs deux premiers albums, *in* Vancouver avec sa pluie et son brouillard.) Si changement il y a entre *Teenager* et son prédécesseur, il se remarque dans la cohésion sonore accrue d'un groupe pourtant plus intéressant lorsqu'il brise sa routine; la preuve en est faite à l'écoute de l'excellente « The Midnight Choir », fruit d'un second retour à l'album fait par cinq Irlandais qui, de leurs propres aveux, s'étaient trouvés déçus de leur premier jet.

Rapidement, le contre-ténor essoufflé de Connor Deasy rappelle Chris Martin. D'ailleurs, les nouveaux Thrills semblent parfois un peu trop émuler le Coldplay de l'ère *Parachutes* (la chanson-titre en est un exemple criant, ponctuée de coups mélodramatiques de piano). Avec ses solos de guitare éthérés, et lorsqu'il arrive à joindre sa thématique - tout en douceur, en sentimentalité et en mélodies garage-folk - *Teenager* arrive à nous faire planer. Si le disque vise son auditoire éponyme, de The Thrills, jeunes adultes qu'ils sont, jettent un regard en arrière formulé pour la vingtaine désabusée: dans ses bons moments, la formation donne envie de rêver nostal-

giquement à une adolescence que la plupart d'entre nous a davantage connue par le biais de Dawson's Creek, ce qui, dans le contexte, n'est pas une mauvaise chose. Malheureusement, tous ces « la, la, la » et ces « oh, oh, oh » sur fond musical mi-surf, mi-pop finissent par trahir un manque d'idées. **(Pascal EMOND)**

THE POLYPHONIC SPREE

The Fragile Army

(TVT/Good Records)

Voilà un album qui ne passera pas inaperçu lors des palmarès de fin d'année. Le troisième disque du groupe de Tim DeLaughter ne fracasse pas de records de ventes, mais gagne un public de fanatiques, petit à petit. Le secret de la réussite de *The Fragile Army* est bien simple : des chansons pop, des chœurs puissants, une section rythmique bien garnie et talentueuse, des prestations remarquables et beaucoup d'amour ! L'ex-Tripping Daisy, Tim DeLaughter, laisse dégager dans sa musique et sa voix émotive de bien belles choses et nous offre sa sincérité naïve les bras ouverts. Malgré le déguisement que porte le groupe sur scène, il n'y a aucun aspect religieux dans la musique des Spree, il n'y a que des pièces positives, des compositions qui pourraient changer le monde. La petite symphonie passe d'un rock psychédélique à la *Sergent Pepper* à une musique qui nous rappelle les comédies musicales : l'aspect théâtral et l'énergie dégagée y sont pour quelque chose. Sur la version de luxe, on obtient, en prime, un DVD qui contient un documentaire fort intéressant sur l'enregistrement. Les 23 musiciens de Polyphonic Spree s'amusent à fond sur la création du chanteur texan. L'album est rempli de tubes : les pièces

« Younger Yesterday », « We Crawl » et « Mental Cabaret » se démarquent du lot. On ressent l'influence des Flaming Lips dans la musique de Polyphonic Spree. Par contre, en écoutant les trois albums du groupe américain, on semble voir où The Arcade Fire a puisé ses idées. **(Jean-François RIOUX)**

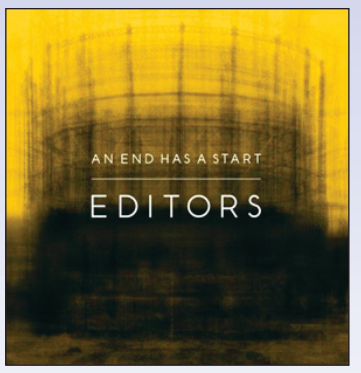
EDITORS

An End Has a Start

(Kitchenware/ Sony/ BMG)

Une collision entre Joy Division, U2 et R.E.M. donnerait sûrement quelque chose qui se rapproche de la formation anglaise Editors. Du moins, les trois groupes légendaires nommés ci-dessus font assurément partie des influences musicales de ces jeunes Britanniques. Pour la suite de l'excellent *The Back Room*, Editors garde une formule semblable et gagnante, quoique fortement comparée à celle des Américains Interpol. Les mélodies restent en tête bien facilement, la voix baryton du leader se grave dans votre cerveau après une bonne écoute. Editors puise autant dans le post-punk de la fin des années 1970 qu'il ne s'ancre dans les sonorités actuelles.

An End Has a Start, malgré toute son énergie, ne parvient pas à marquer l'auditeur comme l'avait fait le premier album du quatuor. Le point faible reste qu'aucune des pièces ne se démarque autant que les « Bullets », « Munich » et compagnie que l'on retrouvait sur *The back room*. La production trop léchée de *An End Has a Start* ne



convient pas tout à fait au groupe, il manque un peu de larsens en arrière-plan. Le titre de l'album pourrait devenir évocateur si le groupe s'éteignait avant un troisième disque. **(Jean-François RIOUX)**

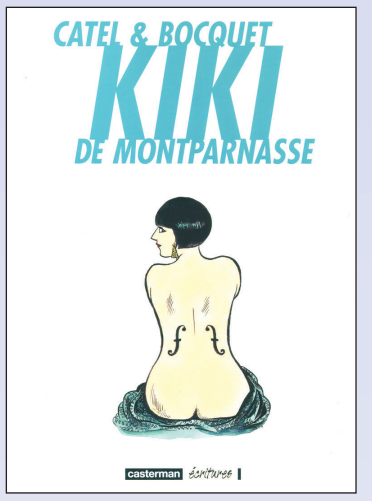
Bande dessinée

Kiki de Montparnasse, Catel et Bocquet

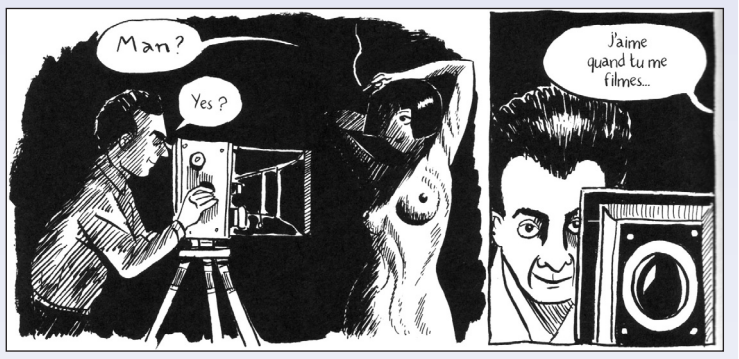
REINE DE PARIS

Julie DELPORTE

Une femme nue, turban sur la tête, des ouvertures d'instrument à cordes au creux des hanches : *Le violon d'Ingres* est l'œuvre la plus connue de Man Ray, photographe dadaïste américain qui débarquait à Paris en 1921. Ce long dos aux contours divinement courbés demeure plus célèbre que la modèle auquel il appartient : Kiki de Montparnasse. « *Elle est un satellite de toute l'histoire de l'art moderne du XXe siècle et pourtant personne ne sait de qui il s'agissait vraiment* », avance José-Louis Bocquet, le scénariste de cette biographie de Kiki dessinée par Catel.



Née Alice Ernestine Prin, Kiki grandit à la campagne, en Bourgogne, élevée parmi ses cousins, tous réfugiés chez la grand-mère. Elle voit son présumé père, marié à une riche fermière, dorloter une autre petite, présentée comme une pleurnicharde embourgeoisée. Alors qu'Alice fait l'école buissonnière pour chanter dans les cafés avec son parrain – et finir discrètement les verres de vin oubliés – elle apprend tôt que, comme dit la



grand-mère : « *les princes charmants, ça existe que dans les contes. Dans la vie, y'a que des crapauds* ».

Envoyée dans la capitale à 12 ans pour étudier, boulangère à 14 ans pour vivre, modèle pour des sculpteurs à 14 ans et demi pour survivre. Voici comment, petit à petit, la jeune Alice devient la grande Kiki. Surnommée ainsi par le peintre Maurice Mendjisky, son premier grand amour, elle posera entre autres pour Modigliani, Kisling, Foujita et Soutine. Avant de rencontrer Man Ray, dont elle partagera le quotidien pendant plusieurs années.

Bien que les auteurs ne se soient pas totalement lâchés (on préférera sur la même époque la franche biographie en 6 tomes du peintre *Pascin* écrite par Johann Sfar, publiée à l'Association), on voit tout de même les fesses de Kiki sous tous les angles. Difficile de faire autrement, me direz-vous, puisque son statut de modèle fait de leur exposition une activité professionnelle. Sans compter son caractère frivole et infidèle qu'on n'aurait su taire dans le récit de sa vie.

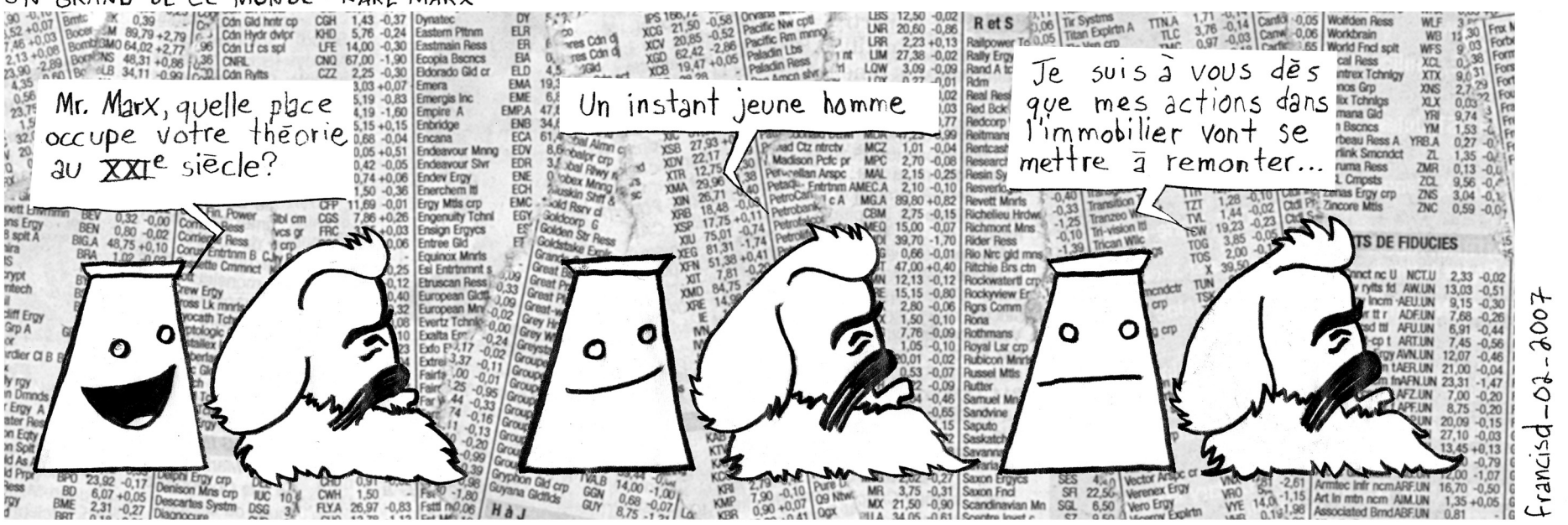
La recherche documentaire effectuée par les auteurs est plutôt remarquable – les 88 titres cités dans la bibliographie des ouvrages consultés en témoignent – mais elle ne les empêche cependant pas de sauter à pieds joints dans une soupe de clichés sur l'époque du Montparnasse bohème. Côté forme, rien – mais alors rien – de révolutionnaire ; un noir et blanc tracé au feutre pinceau, des cases bien définies et une narration linéaire ficelée comme le saucisson à l'ail de la grand-mère de Kiki. Du grand art de biographie, commerciale comme il faut.

Je fais la bégueule, je vous l'accorde. Hormis ces constatations, Kiki de Montparnasse se lit sans effort malgré ses 340 pages. La reine du Paris d'entre deux guerres est attachante et bien croquée : en tendant bien l'oreille, on entend presque sa voix frivole s'échapper du papier. Une jolie lecture, si l'on n'est pas trop exigeant, tout en rattrapant les cours d'histoire de l'art qu'on a, pour nombre d'entre nous, oubliés en chemin.

Kiki de Montparnasse, Catel et Bocquet, collection écritures, édition Casterman.

_QLvol15no1.qxd 8/28/07 9:33 PM Page 23

Un grand de ce monde : Karl Marx



paresse

pascalgirard.blogspot.com

Bonne rentrée

_QLvol15no1.qxd 8/28/07 9:33 PM Page 24

PARTAGE TON OPINION, RÉPANDS TON ÉNERGIE!

RÉFÉRENDUM DE LA FAÉCUM AUPRÈS DE SES 30 000 MEMBRES

Il y aura des questions sur...
- Les services qui vous sont offerts par la FAÉCUM,
- Les impacts des politiques de l'Université sur votre cheminement académique,
- Les enjeux d'accessibilité et de la qualité des études universitaires.

Vous serez appelés à émettre votre opinion sur une variété de sujets.

Pour réaliser cette consultation d'envergure,
nous avons besoin de votre aide.
Devenez bénévole pour le Référendum FAÉCUM 2007!

Écrivez-nous ! referendum@faecum.qc.ca
Présentez-vous à un comptoir multiservice.
Visitez le site Web de la FAÉCUM.

DATES IMPORTANTES

- Dévoilement des questions référendaires le 11 octobre.
- **Inscription des bénévoles jusqu'au 25 octobre.**
- Campagne référendaire du 29 octobre au 16 novembre.
- Période de scrutin du 5 au 16 novembre*.

* Vote postal pour les étudiants à l'extérieur de Montréal dans le cadre de leurs études.

FAÉCUM